



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 4 SEPTEMBRE 1926

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 4TH SEPTEMBER, 1926

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE"

TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE"

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publica-

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

tion, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

L.-AMABLE PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4089

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L. AMABLE PROULX,

King's Printer.

Government House.

4090

Lettres patentes

Letters patent

"Albert Houle, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août 1926, constituant en corporation: Albert Houle, vendeur, 66 rue Dollard, Arthur Houle, électricien, 185 rue Saint-Martin, Téléphore Leclerc, agent, 69 rue Saint-Marc, tous de Shawinigan Falls, dans les buts suivants:

Commerce d'épicerie et de boucherie, sous le nom de "Albert Houle, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Shawinigan Falls, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'août, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

4055

C.-J. SIMARD.

"Alcalinol, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'août, 1926, constituant en corporation: Joseph-Ulric East, Joseph-Alexandre Bussièrès, tous deux commis, et Albert Dubeau, comptable, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Acheter, manufacturer, emballer, vendre en gros ou en détail, conformément à la loi existante, des remèdes brevetés;

Acheter et vendre des formules pour remèdes patentés;

Acquérir ou absorber des fonds de commerce semblables, en tout ou en partie des compagnies de même nature, ou des actions dans telles compagnies avec tous les pouvoirs d'un actionnaire;

Acquérir, louer ou vendre, bâtir, construire

"Albert Houle, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1926, incorporating: Albert Houle, salesman, 66 Dollard Street, Arthur Houle, electrician, 185 Saint Martin Street, Téléphore Leclerc, agent, 69 Saint Marc Street, all of Shawinigan Falls, for the following purposes:

The business of grocer and butcher, under the name of "Albert Houle, Limitée", with a total capital-stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of August, 1926.

C. J. SIMARD,

4056

Assistant Provincial Secretary.

"Alcalinol, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1926, incorporating: Joseph Ulric East, Joseph Alexandre Bussièrès, both clerks, and Albert Dubeau, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To purchase, manufacture, pack, sell wholesale or retail, according to the existing law, patented medicines;

To purchase and sell formulæ for patented medicines;

To acquire or take over the stock in trade of companies of same nature, in whole or in part, or shares in such companies with all the powers of a shareholder;

To acquire, lease or sell, build, construct and

et réparer tout entrepôt, manufacture ou magasin et tout immeuble nécessaire à l'exploitation du commerce de la compagnie;

Faire tous les actes, matières ou choses et exercer tous les pouvoirs avantageux pour atteindre l'objet de la présente compagnie ou s'y rattachant de quelque manière;

Exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges conférés par la "Loi des Compagnies de Québec", en rapport avec les objets de la compagnie, sous le nom de "Alcalinol, Incorporée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4057 ALEXANDRE DESMEULES.

"Anticosti Shipping Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'août 1926, constituant en corporation: Charles-Edmond Taschereau, Claude Taschereau, J-Philias Cantin, tous trois notaires, André Taschereau, Jules-Arthur Gagné, tous deux avocats, et Alphonse Manibal, comptable, et demoiselle Jeanne Déchéne, sténographe, tous résidant en la cité et le district de Québec, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie du transport, par eau ou par terre, de passagers, fret, malles et effets et autres objets susceptibles d'être transportés;

Agir comme agents de bateaux à passagers et à marchandises, comme sauveteurs, évaluateurs, déchargeurs de bâtiments et pour toutes autres affaires s'y rattachant de quelque façon que ce soit;

Acheter et vendre des marchandises pour l'affrètement des bateaux ou navires de la compagnie, ou de toutes autres personnes ou corporations;

Construire, louer, acheter ou autrement acquérir, à quelque titre que ce soit, ou opérer des bateaux mus par la vapeur, ou par toute autre force, y compris les remorqueurs, barges, embarcations de toutes espèces, pour atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation;

Construire, louer, acheter ou autrement acquérir des quais, des entrepôts, machineries, engins, bouilloires ou toutes autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie;

Construire, louer, acheter ou autrement acquérir ou opérer des évaluateurs, des entrepôts, des appareils frigorifiques;

Conclure toutes ententes avec tous gouvernements ou autorités municipales, locales, fédérales ou étrangères, qui puissent paraître profitables aux fins de la compagnie, et obtenir de telles autorités tous droits, privilèges ou concessions, franchises ou subsides;

Acheter, posséder, opérer des parcs d'amusements, des hôtels pour l'accommodation des voyageurs;

Acquérir, louer ou échanger, en tout ou en partie, les crédits, l'achalandage, les propriétés mobilières et immobilières, et autres droits

repair any warehouse, manufacture or shop and any immovable necessary for the exploitation of the business of the company;

To do all acts, matters or things, and exercise all powers advantageous for the attainment of the object of the present company or connected therewith in any manner;

To exercise all rights, powers and privileges conferred by the "Quebec Companies' Act", in connection with the objects of the company, under the name of "Alcalinol, Incorporée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of August, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
4058 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Anticosti Shipping Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1926, incorporating: Charles Edmond Taschereau, Claude Taschereau, J. Philias Cantin, all three notaries, André Taschereau, Jules Arthur Gagné, both advocates, and Alphonse Manibal, accountant, and Miss Jeanne Déchéne, stenographer, all residing in the city and district of Quebec, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the transportation business, by and or water, or passengers, freight, mail and goods and other objects capable of being forwarded;

To act as agents for passenger and cargo boats, as wreckers, appraisers, unloaders of boats and for any other business connected therewith in any manner whatever;

To purchase and sell merchandise for the freighting of boats or ships of the company or for any other persons or corporations;

To construct, lease, purchase or otherwise acquire, under any title whatever, or operate boats propelled by steam or any other power, including tow-boats, barges, craft of all kinds, to attain the purposes for which the company is incorporated;

To construct, lease, purchase or otherwise acquire wharves, warehouses, machinery, engines, boilers or any other things which may be necessary or useful for the purposes of the company;

To construct, lease, purchase or otherwise acquire or operate elevators, warehouses, cold storage appliances;

To enter into any arrangements with any governments or authorities, municipal, local, federal or foreign, which may appear profitable to the company, and to obtain from such authorities any rights, privileges, concessions, franchises or subsidies;

To purchase, hold, operate amusement parks, hotels for the accommodation of travellers;

To acquire, lease or exchange, in whole or in part, the credits, good-will, movable and immovable property and other rights belonging to

appartenant à des compagnies constituées en corporation ou des sociétés ou à des individus;

Donner en paiement pour tous services rendus à la compagnie, ou pour toute autre acquisition par la compagnie d'actif quelconque de toute compagnie faisant le même genre d'affaires, des actions libérées, des obligations de la compagnie;

Promouvoir, ou aider à promouvoir toutes compagnies ou corporations faisant un genre d'affaires semblables, en tout ou en partie, à celui de cette compagnie, ou constituées dans le but d'opérer l'achalandage de la compagnie, ou toute partie d'icelle, et organiser toutes compagnies semblables, et, à cette fin, fournir les deniers requis;

Négocier toutes telles autres affaires qui pourront être utiles aux fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, que ce soit pour constructions, manufactures, entreprises ou autrement;

Vendre, acquérir et posséder des valeurs, de quelque nature qu'elles soient, mobilières ou immobilières, en garantie de dettes dues à la compagnie, et disposer de ces garanties au meilleur avantage de la compagnie;

Emprunter sur le crédit de la compagnie telle ou telles sommes qui lui seront nécessaires pour les fins de son commerce ou de son industrie, hypothéquer, pour garantir tel ou tels emprunts, en tout ou en partie, son actif, ses immeubles, ses dettes actives, son achalandage;

Emettre des bons ou débetures et, pour garantir telle émission, hypothéquer et donner en gage et nantissement, suivant le cas, en faveur de un ou plusieurs fiduciaires, tout ou partie de ses biens meubles et immeubles, crédits, achalandage;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui puissent être jugées utiles et nécessaires en rapport avec les fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Anticosti Shipping Company".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en dix mille actions sans valeur au pair ou nominale, pourvu que les dites actions sans valeur au pair ou nominale soient émises pour telle considération à être déterminée par le conseil d'administration;

Le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'août 1926.

4059 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Chats Falls Power Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'août 1926, constituant en corporation: Edgar-Reginald Parkins, avocat et conseil en loi du roi, Jonathan Robinson, avocat, Maurice Monro Cox, gérant de bureau, Wilson-James Muir, ingénieur civil, Alexander-Joseph Cooney, Howard-Sidney Dunn et Henry Hawkins Rath, comptables, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie d'une compagnie de lumière, chaleur, énergie, eau et aqueduc, et pour ces fins et d'autres, produire, générer, manufacturer, accumuler, raffiner, purifier, importer,

incorporated companies or partnerships or individuals;

To give in payment for services rendered to the company or for any other acquisition by the company of any assets whatever of any company carrying on the same kind of business, paid up shares, bonds of the company;

To promote or assist in promoting any companies or corporations carrying on a business similar in whole or in part to that of this company, or incorporated for the purposes of operating the good-will of the company or any part thereof, and to organize any similar companies, and, for such purpose, supply the money required;

To negotiate any such other business as may be useful to the purposes for which the company is incorporated, either for constructions, factories, undertakings or otherwise;

To sell, acquire and hold securities of any nature whatever, movable or immovable, as security for debts due to the company, and dispose of such securities to the best advantage of the company;

To borrow on the credit of the company such sum or sums as may be necessary for the purposes of its business or industry; to hypothecate, as the security for such loan or loans, the whole or part of its assets, immovables credits, good-will;

To issue bonds or debentures and, for the guarantee of such issue, to hypothecate, mortgage and pledge, as the case may be, in favor of one or several trustees, the whole or part of its movables and immovables, credits, good-will;

And without limiting the generality of the foregoing powers, to do such things and matters as may be deemed necessary and useful in connection with the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Anticosti Shipping Company".

The capital-stock of the company will be divided into ten thousand shares having no nominal or par value, provided that the said shares of no nominal or par value may be issued for such consideration as may be fixed by the board of directors;

The amount of capital stock with which the Company will commence its operations will be fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of August, 1926.

4060 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Chats Falls Power Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1926, incorporating: Edgar Reginald Parkins, Advocate and King's Counsel, Jonathan Robinson, advocate, Maurice Monro Cox, officer manager, Wilson James Muir, civil engineer, Alexander Joseph Cooney, Howard Sidney Dunn and Henry Hawkins Rath, accountants, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a light, heat, power, water and waterworks company and, in that connection and otherwise, to produce, generate, manufacture, accumulate, refine, purify, import,

acheter ou acquérir autrement, vendre, louer, exporter, emmagasiner, transporter, transmettre, distribuer, fournir, utiliser et autrement faire le trafic et le commerce de l'électricité, eau, vapeur, gaz, huile, et de toutes sortes de force motrice, énergie, lumière, chaleur et de tous leurs produits et sous-produits, pour toutes fins publiques et privées, pourvu que telles ventes d'électricité, dans la province de Québec, soient limitées aux comtés de Pontiac, Hull, Papineau, Deux-Montagnes, Vaudreuil, Soulanges, Jacques-Cartier, Laval et Terrebonne; cette limitation toutefois ne devant pas restreindre les pouvoirs de la compagnie lorsqu'ils sont exercés en dehors du territoire de la province de Québec;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec aucune des industries ou objets susmentionnés, ou qui semblera directement ou indirectement susceptible d'augmenter la valeur ou de mettre en valeur aucun des biens ou droits de la compagnie;

Acheter, louer ou acquérir autrement, construire, aménager, détenir, posséder, maintenir, gérer, améliorer, développer, exploiter, utiliser, vendre, affermer ou en disposer autrement et généralement en faire le trafic et le commerce et mettre en valeur les propriétés foncières, personnelles, mobilières, immobilières ou mixtes situées en tout endroit quelconque, et les droits de toute nature ou espèce qui sembleront nécessaires ou convenables pour aucun des objets ou aucune des fins de la compagnie, y compris des forces hydrauliques, droits hydrauliques, privilèges, servitudes, immunités, franchises, permis pour l'aménagement de forces hydrauliques et autres droits, intérêts et réclamations de toutes sortes, barrages pour l'emmagasinement des eaux, l'aménagement de forces hydrauliques, usines d'énergie électrique à l'eau et à la vapeur, travaux hydrauliques, usines à gaz et à toutes propriétés et droits connexes à aucune des industries susmentionnées et tous leurs accessoires, y compris des barrages, réservoirs, améliorations de rivières et lacs, cours d'eau, canaux, tunnels, lignes de tuyaux, biez, dalles, ponts, viaducs, lignes de transmission, conduites, chemins, bassins, quais, jetées, estacades, égouts, systèmes de téléphone et de télégraphe, hauts fourneaux, fourneaux à coke et autres installations, travaux et systèmes, stations principales et secondaires, échanges, engins, machineries, pompes, câbles, fils, tuyaux, pylônes, poteaux, piliers, lignes, générateurs, accumulateurs, moteurs, lampes, compteurs, transformateurs et généralement toutes sortes de dispositifs, outillages, appareils et accessoires se rapportant à la production, génération, fabrication, accumulation, raffinage, purification, affermage, emmagasinement, transport, transmission, distribution, livraison et utilisation de l'électricité, de l'eau, de la vapeur, du gaz, de l'huile et de toutes sortes de force motrice, énergie, lumière et chaleur et de tous leurs produits et sous-produits ou de la totalité ou d'aucun d'iceux; y compris aussi toutes sortes de fabriques, ateliers, charpentes, constructions, édifices, travaux et chemins et aussi des chemins de fer, tramways, embranchements et voies latérales sur les propriétés possédées ou contrôlées par la compagnie, et pour les fins de ses industries et améliorations, maisons d'habitation, pensions, hôtels, restaurants, magasins, écoles, églises, théâtres, clubs et autres lieux d'instruction, de culte et de récréation; toutes sortes d'exploitations, transports et transmissions, bureaux et autres outillages, ma-

purchase, or otherwise acquire, sell, lease, export, store, transport, transmit, distribute, supply, use and otherwise deal in and with electricity, water, steam, gas, oil and all kinds of power, energy, light, heat and all products and by-products of any or all thereof, for any and all purposes, public and private; provided that any such sale of electricity in the Province of Quebec, shall be limited to the counties of Pontiac, Hull, Papineau, Two Mountains, Vaudreuil, Soulanges, Jacques Cartier, Laval and Terrebonne; but such limitation shall not restrict the company's capacity outside of the territory of the Province of Quebec;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the foregoing businesses or objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, lease or otherwise acquire, construct, equip, hold, own, maintain, manage, improve, develop, operate, use, sell, lease, or otherwise dispose of, and generally to deal in and deal with and turn to account such property, whether it be real, personal, movable, immovable or mixed and wheresoever situate, and such rights of whatsoever nature or kind as may be deemed necessary or convenient for any of the objects or purposes of the company, including therein water-powers, water rights, water-power or other privileges, servitudes, easements, franchises, licenses and other rights, interests and claims of all kinds, water storage, regulation and power developments, electric power plants, both hydraulic and steam, water-works, gas-works and all properties and rights incidental to any of the foregoing and all accessories thereof, including dams, reservoirs, river and lake improvements, water-courses, canals, tunnels, pipe lines, flumes, sluices, bridges, trestles, transmission lines, conduits, roads, docks, wharves, piers, booms, sewers, telephone and telegraph systems, furnaces, coke-ovens and other plants, works and systems, stations, substations, exchanges, engines, machinery, pumps, cables, wires, pipes, towers, posts, pillars, lines, generators, accumulators, motors, lamps, meters, transformers and generally all kinds of appliances, equipment, apparatus and supplies connected with the production, generation, manufacture, accumulation, refinement, purification, lease, storage, transportation, transmission, distribution, supply and use of electricity, water, steam, gas, oil and all kinds of power, energy, light and heat and all products and by-products of all or any thereof; and including also all kinds of factories, shops, structures, erections, building, works and ways and also railways, tramways, branches and sidings upon property owned or controlled by it and for the purposes of its business and improvements, dwelling houses, boarding houses, hotels, restaurants, stores, schools, churches, theatres, clubs and other places of instruction, worship and recreation, all kinds of operating, transportation, transmission, office and other equipment, machinery, tugs and other vessels, ships, boats, aeroplanes, stock in trade, stores, materials and supplies and all other property by the company considered necessary or useful in carrying on the undertaking of the company;

chinerie, remorqueurs et autres vaisseaux, navires, bateaux, aéroplanes, fonds de commerce, provisions, matériaux et fournitures et toutes autres propriétés que la compagnie croira nécessaires ou utiles pour l'exploitation de son entreprise;

Solliciter, acheter ou acquérir autrement, exercer, en jouir, utiliser, louer, en disposer, en faire le trafic et le commerce, et vendre toutes concessions, octrois, permis, franchises, droits, exemptions, privilèges ou autorisations se rapportant à aucune des fins des industries que la compagnie a l'autorisation d'exploiter ou qu'elle jugera désirable d'obtenir, et conclure tous arrangements avec tout gouvernement ou autorité publique que la compagnie jugera à propos en rapport avec l'exploitation de ses industries, s'en servir et les mettre en valeur et solliciter et obtenir de tout tel gouvernement et autorité tout statut, ordonnance ou ordre et s'en servir et les mettre en valeur;

Acheter, garantir, souscrire ou demander ou acquérir autrement, enregistrer, détenir pour placement ou autrement, posséder, vendre, échanger, transporter, céder, louer, hypothéquer, gager, grever, ou en disposer autrement et généralement en faire le commerce ou mettre en valeur les titres, actions, obligations, débetures et autres valeurs et autres intérêts et réclamations, dans et contre toute compagnie, corporation, association s'occupant ou ayant l'autorisation de s'occuper de l'industrie d'éclairage, chauffage, énergie ou eau, ou aqueduc, ou de toute compagnie d'électricité, de chemins de fer, de transmission électrique, de téléphone et de télégraphe ou autre compagnie, corporation, association se servant d'électricité ou de toute compagnie, corporation, association ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou possédant et détenant toute propriété, franchises, permis, octrois, concessions, chartes ou autres pouvoirs, droits ou privilèges pouvant être utilisés, ou exploitant toute industrie pouvant être conduite en rapport avec les autres industries de la compagnie ou autrement, de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, ou les titres ou actions de toute banque à charte ou les obligations, débetures ou autres valeurs de tout gouvernement, cité, ville, village ou autre municipalité, ou corporation municipale ou scolaire et, tant que la compagnie possèdera ou détiendra ces titres, actions ou valeurs, exercer, directement ou par l'entremise d'agents, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour ces titres ou actions ou pour aucune de ces valeurs conférant le droit de vote, de la même manière et au même degré qu'un individu pourrait le faire, et le droit de transporter à ses nominataires, le nombre de tels titres et actions nécessaires pour qualifier tels nominataires comme directeurs ou fiduciaires de la compagnie, corporation, association ou compagnie de fidéicommis faisant l'émission de tels titres ou actions, et exercer des franchises, permis, octrois, concessions et autres pouvoirs, droits et privilèges de toute compagnie, corporation, association ou compagnie de fidéicommis dont substantiellement la totalité des actions du capital-actions est possédée ou contrôlée par la compagnie, et agir ainsi soit au nom de telle compagnie, corporation, association ou compagnie de fidéicommis ou au nom de la compagnie;

Acheter, louer ou acquérir autrement, posséder, détenir, exploiter, vendre ou aliéner autrement la totalité ou toute partie des travaux,

To apply for, purchase or otherwise acquire, exercise, enjoy, develop, use, lease, sell or otherwise dispose of, deal in and deal with any concessions, grants, licenses, franchises, rights, exemptions, privileges or powers relating to any business which the company is authorized to carry on or which the company may deem it desirable to obtain, and to enter into and make use of and operate under any arrangements with any government or public authority which the company may deem desirable in connection with the carrying on of its business, and to apply for and obtain from any such government or authority and to make use of and operate under any statutes, ordinances or orders;

To purchase, underwrite, subscribe or apply for or otherwise acquire, register, hold for investment or otherwise, own, sell, exchange, transfer, assign, lease, mortgage, pledge, charge or otherwise dispose of or turn to account and generally deal with the stock, shares, bonds, debentures and other securities of and other interests in and claims against any company, corporation, association engaged or authorized to engage in the light, heat, power or water or water-works business or any electric railway, electric transmission, telephone or telegraph company or other company, corporation, association using electricity, or any company, corporation, association otherwise having objects altogether or in part similar to those of the company or owning or holding any property, franchises licenses, grants, concessions, charter or other powers, rights or privileges capable of being used, or carrying on any business capable of being conducted in conjunction with the other business of the company or otherwise, so as directly or indirectly to benefit the company, or the stock or shares of any chartered bank, or the bonds, debentures or other securities of any government, city, town, village or other municipality or municipal or school corporation, and while the owner or holder of any such stock, shares or securities, to exercise, directly or through agents, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote on any such stock or shares or on any such securities carrying a voting right, in the same manner and to the same extent that an individual might do, and the right to transfer to its nominees such of any such stock and shares as may be necessary to qualify such nominees as directors or trustees of the company, corporation, association or trust issuing such stock or shares; and to exercise the franchises, licenses, grants, concessions and other powers, rights and privileges of any company, corporation, association or trust substantially all or whose capital stock is owned or controlled by the company, and to do so either in the name of such company, corporation association or trust or in the name of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, operate, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the works, stock,

marchandises, propriétés, franchises, permis, octrois, concessions et autres pouvoirs, droits et privilèges et l'actif, l'industrie et l'entreprise de toute personne ou de toute compagnie, corporation, association dont la présente compagnie a l'autorisation d'acquiescer les titres, actions, débetures ou autres valeurs, et utiliser et exercer toutes franchises, permis, octrois, concessions et autres pouvoirs, droits et privilèges ainsi acquis, de la même manière et au même degré et avec les mêmes effets que s'ils avaient été originairement accordés à la compagnie; et assumer la totalité ou toute partie des obligations et engagements de toute telle personne, compagnie, corporation, association ou trust;

Solliciter, acheter ou acquiescer autrement, exercer, développer, utiliser, en jouir, accorder des permis en ce qui le concerne ou en disposer et en faire le trafic autrement et vendre, louer ou faire falloir autrement tous brevets, octrois, permis, inventions, améliorations et privilèges semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir de toute invention, ou tout secret ou autre renseignement se rapportant à toute invention qui semblera susceptible de servir à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter à la compagnie;

Vendre, louer, céder, transporter, échanger, ou aliéner autrement l'entreprise, les propriétés, franchises, permis, octrois, concessions ou autres pouvoirs, droits et privilèges de la compagnie, en tout ou en partie, comme industrie active ou dans le cours ordinaire de ses affaires ou autrement, et si jugé convenable, aux termes que la personne ou compagnie en faisant l'acquisition pourra les exploiter, utiliser et exercer dans les limites de leur juridiction, au même degré et de la même manière que s'ils étaient exploités, utilisés ou exercés par la compagnie, et dans tout cas pour la considération que le conseil d'administration pourra déterminer et particulièrement pour tous titres, actions, débetures ou autres valeurs que la compagnie a l'autorisation d'acquiescer;

Emprunter et prélever des deniers de toute manière permise par la loi et particulièrement par l'émission d'obligations, débetures ou actions-débetures, perpétuelles ou autres, et, si jugé à propos, en garantissant le paiement de la manière permise par la loi et particulièrement par des hypothèques, mortgages, gages et privilèges sur la totalité ou toute partie de l'entreprise et des propriétés (tant présentes que futures), y compris son capital non appelé, et en faire le trafic et le commerce, acheter, racheter ou acquiescer aucune de ces valeurs;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des lettres de change, mandats, connaissements, et autres effets négociables ou transférables;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont cette compagnie a l'autorisation d'acquiescer les titres, actions, débetures ou autres valeurs;

Promouvoir toute compagnie pour toutes fins nécessaires ou utiles;

S'associer ou faire toute convention ou arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autres fins similaires avec toute personne, ou avec toute compagnie dont la présente compagnie a l'autorisation d'acquiescer les titres, actions, débetures ou autres valeurs, ou avec toute cité, ville, village ou autre municipalité;

property, franchises, licenses, grants, concessions and other powers, rights and privileges and the assets, business and undertaking of any person or of any company, corporation, association whose stock, shares, debentures or other securities the company is authorized to acquire and to use and exercise any franchises, licenses, grants, concessions and other powers, rights and privileges so acquired, in the same manner and to the same extent and with like effect as through the same had been originally granted to the company; and to assume all or any part of the obligations and liabilities of any such person, company, corporation, association or trust;

To apply for, purchase or otherwise acquire, exercise, enjoy, develop, use, grant licenses in respect of, sell, lease or otherwise turn to account or dispose of and otherwise deal with any patents, grants, licenses, inventions, improvements and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company;

To sell, lease, make over, transfer, exchange or otherwise dispose of the undertaking, property, franchises, licenses, grants, concessions or other powers, rights and privileges of the company or any part thereof, as a going concern or in the ordinary course of business or otherwise, and if deemed advisable, on such terms that the person or company acquiring the same may carry on, use and exercise the same, within the limits of their jurisdiction, to the same extent and in the same manner as if carried on, used or exercised by the company, and in any case for such consideration as the Board of Directors may determine, and in particular for any stock, shares, debentures or other securities which the company is authorized to acquire;

To borrow and raise money in such manner as by law allowed and in particular by the issue of bonds, debentures or debenture stock, perpetual or otherwise, and if deemed advisable, to secure payment thereof in such manner as by law permitted and in particular by hypothec, mortgage, pledge and or charge of or upon all or any part of the company's undertaking and property (both present and future), including its uncalled capital, and to deal in, purchase, redeem, or pay off any such securities;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue bills of exchange, warrants, bills of lading and other negotiable or transferable instruments;

To consolidate or amalgamate with any other company whose stock, shares, debentures or other securities the company is authorized to acquire;

To promote any company for any necessary or useful purpose;

To enter into partnership or any agreement or arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or with any company whose stock, shares, debentures or other securities the company is authorized to acquire or with any city, town, village or other municipality;

Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou ses obligations, débetures ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel pour toute entreprise, propriété, franchises, permis, octrois, concessions ou autres pouvoirs, droits et privilèges ou titres, actions, obligations, débetures ou autres valeurs que cette compagnie a l'autorisation d'acquérir, et rémunérer, soit en deniers comptants, ou, en autant que permis par la loi, en actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou avec ses obligations, débetures ou autres valeurs, toute personne, compagnie ou syndicat, pour dépenses contractées et services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou relativement à la formation et à l'organisation de la compagnie ou en rapport avec la conduite de ses opérations;

Faire des prêts et donner crédit, et prendre ou acquérir autrement et assumer ou garantir le paiement du capital ou des intérêts ou dividendes sur les titres, actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute personne, compagnie, société, cité, ville, village et municipalité avec lesquels la compagnie a, ou pourrait avoir des relations d'affaires ou dans les affaires, les propriétés ou la prospérité desquels la compagnie a, dans l'opinion du conseil d'administration, ou pourrait désirer d'acquérir un intérêt, ou leur aider de toute autre manière, et faire tous les actes et choses dans le but de protéger, préserver, améliorer et augmenter la valeur de tels titres, actions, obligations, débetures, ou autres valeurs ou intérêts, et hypothéquer, gager, affecter ou grever autrement ses entreprises, propriétés, capital non appelé, franchises, permis, octrois, concessions, pouvoirs, droits et privilèges conférés par la charte et autres, présents ou futurs ou les deux, ou toute partie d'iceux pour garantir toutes obligations que la compagnie a assumées ou qu'elle a garanties;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, clubs, institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie, ou à ceux dont ils sont les soutiens, ou à leurs parents, et à cet effet leur accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Développer, vendre, mettre en valeur et attribuer autrement tous immeubles ou propriétés immobilières ou terrains appartenant à la compagnie ou contrôlés par elle ou dans lesquels elle a des intérêts, et particulièrement en les disposant et préparant pour fins de construction ou en faisant la construction, la modification, démolition, décoration, l'entretien, l'aménagement et l'amélioration de maisons, édifices, travaux, chemins, rues, trottoirs, systèmes d'aqueduc, de lumière, chaleur, forces motrices, téléphone et télégraphe, système de réfrigération, égouts et autres améliorations et commodités et en y faisant des plantations, des travaux de pavage et de drainage, des travaux de culture, ou en les cédant à rente foncière pour fins de construction ou en y faisant de avances de deniers aux constructeurs, locataires et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie en ce qui les concerne et en passant des contrats et des conventions de toutes sortes avec eux;

To issue and allot fully or partly paid up shares of the company's capital stock or its bonds, debentures or other securities in payment or part payment for any undertaking, property, franchises, licenses, grants, concessions or other powers, rights or privileges or stock, shares, bonds, debentures or other securities which the company is authorized to acquire and to remunerate, either in cash or, in so far as permitted by law, in fully or partly paid up shares of the company's capital stock or in its bonds, debentures or other securities, any person, company or syndicate for expenses incurred and services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in connection with the conduct of its business;

To lend money or credit to, and to take or otherwise acquire and to assume or guarantee the payment of principal of or interest or dividends on the stock, shares, bonds, debentures or other securities of, and to aid in any other manner any person, company, partnership, city, town, village or municipality with which the company has or may have business relations or in the affairs, property or prosperity of which the company has, in the opinion of the Board of Directors, or may wish to acquire an interest, and to do all acts and things designed to protect, preserve, improve or enhance the value of any such stock, shares, bonds, debentures or other securities or interest, and to mortgage, hypothecate, pledge or otherwise charge its undertaking, property, uncalled share capital, franchises, licenses, grants, concessions, charter and other powers, rights and privileges, present or future or both, or any part thereof, to secure any such obligation by way of assumption or guarantee;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, clubs, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to, and to make payments towards the insurance of any such persons, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

To develop, sell, turn to account and otherwise deal with any immovables or real property or lands belonging to or controlled by the company or in which it is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up and improving houses, buildings, works, roads, streets, sidewalks, water, light, heat, power, telephone and telegraph systems, refrigeration systems, sewers, and other improvements and conveniences and by planting, paving, draining, farming and cultivating the same, letting the same on building lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, tenants and others having dealings with the company in connection therewith;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître autrement la compagnie dans toute juridiction, province, territoire, état ou pays canadiens ou étrangers et y désigner et nommer des personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes affaires et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de toutes procédures dans tout procès ou action;

Obtenir ou aider à obtenir tout acte, résolution ou ordre nécessaires ou utiles de tout parlement, législature, congrès ou autre corps administratif pour permettre à la compagnie de mener à bonne fin aucun de ses objets, ou pour effectuer toute modification des droits et pouvoirs de la compagnie ou pour toute autre fin, soit relativement aux droits ou pouvoirs de la compagnie ou pour exploiter avec profit son entreprise ou autrement; et faire opposition à toute procédure ou demande qui sont ou paraîtront au conseil d'administration directement ou indirectement susceptibles de porter préjudice aux intérêts de la compagnie;

Distribuer, en nature ou autrement, aucune partie de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires, sujet toutefois aux dispositions de la section 69 de la dite loi;

Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec, sous le nom de "Chats Falls Power Company";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinquante mille (50,000) actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00);

Les dites cinquante mille (50,000) actions sans valeur au pair ou nominale seront émises pour telle considération que les administrateurs détermineront de temps à autre.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
4063 C.-J. SIMARD.

"Harvard Avenue Garage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août 1926, constituant en corporation: Kenneth Archibald, avocat, Susan Good, sténographe, et Louisa Cope, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, les dites Susan Good et Louisa Cope étant non mariées, pour les fins suivantes:

Faire l'exploitation générale d'un garage d'automobiles, et tenir, entretenir, exploiter et gérer

To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any Canadian and foreign jurisdiction, province, territory, state or country, and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of the company, with power to represent the company in any and all matters and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit:

To obtain or assist in obtaining any necessary or useful act, resolution or order of any parliament, legislature, congress or other government body for enabling the company to carry any of its objects into effect, or for effecting any modification of the company's rights or powers or for any other purpose, whether relating to the company's rights or powers or to the profitable carrying on of its undertaking or otherwise; and to oppose any proceeding or application which are or may seem to the board of directors calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

To distribute, in kind or otherwise, any assets of the company among its shareholders, subject, however, to the provisions of Section 69 of said Act;

To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and no dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec, under the name of "Chats Falls Power Company";

The capital stock of the company is divided into fifty thousand (50,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00).

The said fifty thousand (50,000) shares having no nominal or par value may be issued for such consideration as the directors may from time to time determine.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of August, 1926.

C. J. SIMARD,
4064 Assistant Provincial Secretary.

"Harvard Avenue Garage, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1926, incorporating: Kenneth Archibald, advocate, Susan Good and Louisa Cope, stenographers, both unmarried, all of the city of Montreal, in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally an automobile garage business and to keep, maintain, operate and

des garages, magasins, entrepôts et autres établissements semblables pour hangarer, emmagasiner, mettre en sûreté, nettoyer, réparer et prendre soin généralement d'automobiles, véhicules-moteurs, motocyclettes et autres véhicules à propulsion mécanique de toute nature, espèces et description, et de tous leurs accessoires de toute nature et description, et arrenter, affermer et louer des voitures à propulsion mécanique, camions, automobiles et véhicules-moteurs de toutes sortes, et y transporter des passagers et du fret aux termes et conditions que la compagnie croira à propos, sujet aux lois ou règlements provinciaux ou municipaux régissant ces opérations, et faire affaires comme compagnie de taxi, de transport par véhicules-moteurs, de livraison et de transfert;

En rapport avec ce qui précède, acheter, vendre et généralement faire le commerce et le trafic de toutes pièces et accessoires d'automobiles, véhicules à propulsion mécanique, motocyclettes et véhicules-moteurs de toute nature, espèces et description, y compris, mais sans limiter la généralité des termes susdits, des moteurs, machinerie, systèmes d'embrayage, pièces d'ajustage, pneus, huiles, lubrifiants, pétrole, gazoline et autres articles et choses de toutes sortes qui peuvent servir en rapport avec tels véhicules;

Exercer le négoce de commerçants, manufacturiers, ajusteurs et réparateurs d'automobiles et de véhicules-moteurs, aéroplanes, machines volantes et de toutes sortes, et de tous les moteurs, machinerie, systèmes d'embrayage, pièces d'ajustage, dispositifs, accessoires et appartenances et autres choses qui peuvent être utilisées ou qui entrent dans leur fabrication, réparation, entretien et opération;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation ou compagnie;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis dans tels placements qui seront déterminés de temps à autre;

De temps à autre demander, acheter ou acquérir par cession, transfert ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout statut, ordonnance, ordre, permis, pouvoir, autorisation, concession, droit ou privilège qu'un gouvernement ou toute autorité suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir de décréter, de faire ou d'accorder, et affecter les actions, les obligations et l'actif de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir toutes propriétés réelles et personnelles que la compagnie croira nécessaires ou désirables, et vendre, améliorer, gérer, développer, louer et faire valoir, en disposer ou approprier autrement la totalité ou partie des propriétés de la compagnie;

Vendre, louer ou aliéner autrement les biens et l'entreprise de la compagnie ou toute partie des biens et de l'entreprise, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les

manage garages, storehouses, storerooms, warehouses and other like places for the garaging, storing, safekeeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles, motor cars, motor cycles and motor vehicles of every kind, description and class, and of all the accessories thereof and thereto of any and every kind and description, and to rent and lease and hire motor cars, trucks, automobiles and motor vehicles of all kinds, carry and transport passengers and freight in same upon such terms and conditions as the company may consider advisable, subject to any Provincial and or municipal laws or regulations in that behalf, and to carry on the business of a taxicab, motor transport, delivery and transfer company;

In the foregoing connection to buy, sell and generally deal in and with all and any parts and or accessories of automobiles, motor cars, motor cycles and motor vehicles of every kind, description and class, including but without limiting the generality of the foregoing, motors, machinery, gear, fittings, tires, oils, lubricants, petrol, gasolene and other articles and things of every kind capable of being used in connection therewith;

To carry on the business of dealers in, manufacturers, fitters and repairers of automobiles and motor vehicles, motors, aeroplanes, flying machines of all kinds, and all motors, machinery, gear, fittings, appliances, accessories and appurtenances and other things capable of being used therewith or in the manufacture, repair, maintenance and working thereof;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company;

To invest the funds of the company not immediately required, in such investments as may from time to time be determined;

From time to time to apply for, purchase or acquire, by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with all or any part of the company's property;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds, or securities of any other company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in, or calculated to enhance the value of the company's property or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or

détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

Émettre des actions acquittées, obligations, débetures, actions-débetures, ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, ou autres droits, bail, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilèges, permis ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, comme aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus à la compagnie dans son organisation ou autrement, émettre des actions acquittées, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement ou paiement partiel ou en échange pour les actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce semblable au commerce de cette compagnie, ou un commerce connexe;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs ou autrement, toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, individu ou association ou par une ou des personnes avec lesquelles cette compagnie a des relations commerciales;

Se fusionner avec aucune autre compagnie ou compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux énumérés dans les présentes, aux termes qui pourront être convenus;

Payer à même les fonds de la compagnie la totalité ou aucune des dépenses qui se rattachent à la formation et à l'organisation de la compagnie, et employer des courtiers, agents à commission et souscripteurs lors de toute émission d'actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, passer des contrats avec ces personnes et pourvoir à leur rémunération;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, les biens de la compagnie, et en particulier les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont celle-ci aurait le pouvoir de disposer;

Souscrire, garantir, acheter, prendre ou autrement acquérir, et détenir, soit comme principal ou comme agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et avec la jouissance, vendre, échanger ou autrement aliéner des stocks, actions, obligations, débetures, actions-débetures, billets, hypothèques et autres garanties, obligations, contrats et titres de créances de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire ou de toute banque à charte, ou de toute corporation ou compagnie industrielle, financière ou autre, et durant la jouissance ou la détention de telles valeurs, exercer tous les droits, pouvoirs ou privilèges de propriété, y compris tous les droits de vote, s'il y a lieu, qui y sont attachés;

Faire toutes ou chacune des choses précitées comme principaux, agents ou procureurs;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susmentionnés;

Et les requérants soussignés désirent aussi que, dans et par les lettres patentes constituant la compagnie en corporation, il soit ordonné et déclaré comme suit, savoir:

a. Nul actionnaire n'aura le droit de transporter les actions inscrites en son nom, sans le consentement des administrateurs de la compagnie,

otherwise deal in the same;

To issue paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which the company may lawfully acquire, and also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of any other company doing business similar or incidental to the business of this company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association with which this company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated, on such terms as may be agreed upon;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, and to employ, contract with, and provide for the remuneration of brokers, commission agents and underwriters, upon any issue of shares, bonds, debentures, debenture-stock, or other securities;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire and to hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange or otherwise dispose of any stock, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes, mortgages and other securities, obligations, contracts and evidences of indebtedness of any government or municipal or school corporation or of any chartered bank or of any industrial or financial or other corporation or company, and while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including all voting rights, if any, with respect thereto;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

And the undersigned petitioners are also desirous that, in and by the Letters Patent incorporating the company, it be ordained and declared as follows, to wit:

a. No shareholder shall have the right to transfer shares registered in his name, without the consent of the Directors of the company, ex-

exprimé soit par une résolution passée à l'unanimité ou par un document signé par tous les administrateurs;

b. Le nombre des actionnaires ou membres de la compagnie, non compris les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui, ayant été déjà à l'emploi de la compagnie, étaient, pendant qu'ils occupaient tel emploi et ont continué après avoir quitté tel emploi, d'être membres de la compagnie, ne devra pas excéder vingt;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Harvard Avenue Garage, Limited," avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4065 ALEXANDRE DESMEULES.

"J. P. Keenan & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août 1926, constituant en corporation: Lazarus Philips et Lionel Albert Sperber, avocats, et Abraham-Saul Cohen, comptable, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme importateurs et exportateurs et commerçants de vaisselles, porcelaine, verrerie, articles en porcelaine et demi-porcelaine, plats et ornements de toutes sortes, en gros et en détail;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation;

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins commerciales de la compagnie, et vendre, louer, arrenter, transporter, échanger, aliéner ou autrement approprier tels terrains et immeubles, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu;

Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins des deux tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres garanties de la compagnie et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

pressed either by a resolution unanimously passed, or by an instrument signed by all the directors;

b. The number of shareholders or members of the company, exclusive of persons who are in the employment of the company, and of persons who, having been formerly in the employment of the company were, while in such employment and have continued after the termination of such employment, to be members of the company, shall not exceed twenty;

Any appeal to the public to subscribe for shares is forbidden, under the name of "Harvard Avenue Garage, Limited", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of August, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
4066 Acting Assistant Provincial Secretary.

"J. P. Keenan & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August 1926, incorporating: Lazarus Philips and Lionel Albert Sperber, advocates, and Abraham Saul Cohen, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as importers and exporters of and dealers in crockery, china, glassware, porcelain and semi-porcelain, dishes and ornaments of every description, both at wholesale and retail;

To do all acts and to exercise all powers and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immovables of every description, necessary or useful for the purposes of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with such lands and immovables, on such terms and conditions as the company may think fit;

To guarantee, and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but et constituer l'hypothèque ou le gage, ou le nantissement dans ce sous-paragraphé, par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, (ch. 227) ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie, gager ou autrement grever la propriété mobilière ou donner semblables garanties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change ou billets promissaires, faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "J. P. Keenan & Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

4067

C.-J. SIMARD.

"Kays Brand, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'août 1926, constituant en corporation: Max Bernfeld, Philip Meyerovitch, et David I. Shvemar, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme manufacturiers, détaillants, grossistes, importateurs, exportateurs et agents pour toutes sortes d'effets, denrées et marchandises pour enfants;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Exercer le commerce et l'industrie d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, négociants et commerçants en gros et en détail de vêtements, nouveautés, fournitures pour tailleurs, soieries, satins, lainages, tissus de toutes sortes, draps et cotonnades en général; exercer toutes et aucunes des industries de marchands d'habits, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et négociants en gros et en détail de cotonnades et tissus de toutes sortes, garnitures de fourrures et d'habits, soutaches, cordes, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, articles en cuir, habits et accoutrements de toutes descriptions; agir comme agents, marchands à commission ou représentants;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present and future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (Ch. 227), or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company, and who have continued so to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "J. P. Keenan & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of August, 1926.

C. J. SIMARD,

4068

Assistant Provincial Secretary.

"Kays Brand, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1926, incorporating: Max Bernfeld, Philip Meyerovitch, and David I. Shvemar, all advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters and agents of all kinds and descriptions of juvenile goods, wares and merchandise;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in clothing, dry goods, tailors' trimmings, silks, satin, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally; to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, gloves, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission merchants or representatives;

Acheter, assumer, louer ou acquérir autrement tous les terrains, machines, usines ou propriétés jugés utiles pour les fins de la compagnie;

Eriger et construire des édifices, usines et machines jugés nécessaires ou appropriés aux fins de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement toutes autres propriétés, droits ou intérêts qui sembleront utiles pour aucune des fins susmentionnées;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins de fabriques, brevets, droits de brevets, patentes, privilèges ou autorisations relativement à toute invention, que la compagnie croira utiles pour son industrie;

Hypothéquer, gager, vendre, louer ou aliéner aucun des terrains, usines, marques de commerce, dessins de fabrique, brevets, droits de brevets ou autres propriétés;

Détenir et posséder des actions ou valeurs dans toute autre compagnie ou dans d'autres compagnies exerçant un commerce de même nature, et les vendre ou les négocier autrement;

Acquérir de toute personne, firme ou corporation tout commerce semblable ou connexe au commerce susmentionné, et émettre des actions entièrement acquittées en paiement total ou partiel de son prix d'achat;

Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant un commerce semblable ou connexe au commerce susmentionné, et émettre des actions entièrement acquittées en paiement total ou partiel de leur prix d'achat;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèces, mobilières ou immobilières, pour dettes, engagements ou obligations envers la compagnie contractés ou qui seront contractés en rapport avec les fins et objets de la compagnie; sous le nom de "Kays Brand, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

4069

C.-J. SIMARD.

To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the company;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any invention which may be useful to the company;

To mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the lands, works, trade-marks, industrial designs, patents, patent rights or other properties of the company;

To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the same;

To acquire from any person, firm or corporation, any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To acquire and own shares in any company carrying on any business similar or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company; under the name of "Kays Brand, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of August, 1926.

C. J. SIMARD,

4070

Assistant Provincial Secretary.

"St. John River Fishing Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'août 1926, constituant en corporation: Arthur Fitzpatrick, conseil en loi du roi, et Frank Feeney, comptable, et Blanche de Maisonneuve, sténographe, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Etablir, organiser, maintenir et conduire un club de chasse et pêche pour le bénéfice et l'avantage des actionnaires de la compagnie;

Acquérir par achat, location, donation ou autrement des patentes, permis et droits de pêche et de chasse, et s'en servir;

Acquérir par achat, location, donation ou autrement toutes sortes de propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être de quelque avantage à la compagnie;

Recevoir de ses actionnaires et de leurs amis qui peuvent être admis aux privilèges du club, un honoraire annuel ou autre pour l'entretien général du club, et pour toutes les fins commerciales de la compagnie, et fixer le montant de tel

"St. John River Fishing Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August 1926, incorporating: Arthur Fitzpatrick, King's Counsel, and Frank Feeney, accountant, and Blanche de Maisonneuve, stenographer, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To establish, organize, maintain and manage a fishing and hunting club for the benefit and advantage of the shareholders of the company;

To acquire by purchase, lease, gift or otherwise all fishing and hunting licenses, permits or rights and to make use of the same;

To acquire by purchase, lease, gift, or otherwise all property, movable or immovable, which may be of some benefit to the company;

To receive from its shareholders and their friends who may be admitted to the privileges of the club, a fee, annual or otherwise, for the general maintenance of the club and for all the business purposes of the company, and to fix the

honoraires par règlement de temps à autre, et en faire la perception par tous les moyens légaux s'il n'est pas payé;

Adopter des règlements permettant à d'autres qu'aux actionnaires de jouir des privilèges du club, tels règlements devant déterminer le mode d'admission et les conditions en vertu desquelles on pourra jouir de ces privilèges;

Refuser l'usage du club à tout membre coupable de mauvaise conduite;

Acheter ou acquérir autrement, entreprendre et assumer la totalité ou toute partie de l'actif, des affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et du passif de toute personne, firme ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie a l'autorisation de faire ou toutes affaires semblables à icelles, ou possédant des biens convenant aux fins des affaires de la compagnie et les payer en deniers comptants, actions totalement libérées, obligations ou autres valeurs de cette compagnie, et détenir ou de toute manière disposer de la totalité ou de toute partie des biens ainsi achetés ou acquis;

S'associer ou conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, actuellement ou dans l'avenir, tout commerce ou négoce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter;

Se fusionner avec toute compagnie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie;

Louer, vendre ou aliéner autrement les propriétés mobilières ou immobilières et l'actif de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable, y compris des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Fournir une maison de club et autres commodités pour l'usage des membres, et de tout club qui pourra être établi pour succéder à celui-ci, et les meubler et les entretenir et en permettre l'usage aux membres du dit club et à leurs amis, soit gratuitement ou aux termes qui pourront être convenus de temps à autre, et, s'il est jugé à propos, maintenir et conduire un club et promouvoir des relations sociales et amicales entre ses membres, et gérer les affaires du club ou aucune d'elles et généralement faire tout ce qui est jugé de nature à promouvoir les intérêts du club et particulièrement prêter de l'argent ou donner des subsides au club, garantir ses dettes, acheter la totalité ou toute partie de son actif, et assumer et payer son passif;

Faire tous les actes, et exercer tous les pouvoirs et faire toutes affaires qui se rattachent à l'entier accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation et qui sont nécessaires pour permettre à la compagnie d'exploiter profitablement son entreprise;

Le nombre des actionnaires est limité à huit (8) et il ne sera fait aucun appel au public pour faire souscrire ses actions;

Fixer les conditions du transfert des actions par les actionnaires de la compagnie, et spécialement donner à la compagnie, par son conseil d'administration, le droit d'accepter ou de refuser tout transfert, la décision du conseil devant être finale et dans le but de contrôler le status de ses actionnaires, donner à tout directeur ou actionnaire le droit d'acheter l'action ou les actions de tout actionnaire décédé ou de tout autre actionnaire désirant disposer de son action ou ses actions, sous le nom de "St. John River Fishing Club, Inc.";

Le capital-actions de la compagnie est divisé

amount of such fee by by-laws from time to time and to collect the same by all legal means if unpaid;

To pass by-laws permitting the use of the privileges of the club by others than the shareholders, such by-law to determine the method of admission and the conditions under which such privileges may be enjoyed;

To expel, from the use of the club, any member guilty of improper conduct;

To purchase or otherwise acquire, undertake and assume all or any part of the assets, business, properties, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm or company carrying on business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto or possessed of property suitable for the purpose of the company's business and to pay for the same in cash, fully paid stock, bonds or other securities of this company, or to hold or in any manner dispose of the whole or any part of the property so purchased or acquired;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operative joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in;

To amalgamate with any company having objects similar to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the property, movable or immovable, and assets of the company, or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any other company;

To provide a club house and other conveniences for the use of the members, and of any club that may be established in succession thereto, and to furnish and maintain the same, and to permit the same to be used by members of the said club and their guests, either gratuitously or upon such terms as may from time to time be agreed upon, and if thought fit, to maintain and conduct a club and promote social and friendly intercourse among its members, or to manage the affairs of the club, or any of them, and generally to do whatever may seem best calculated to promote the interests of the club, and in particular to lend money to or subsidize the club, guarantee its debts, purchase any or all of its assets, and assume and pay any of its liabilities;

To do all acts and exercise all powers and carry on business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company to profitably carry on its undertaking;

The number of shareholders is limited to eight (8) and no appeal will be made to the public to subscribe for shares;

To fix the conditions of the transfer of shares by shareholders of the company and especially to give to the company, through its Board of Directors, the right to accept or refuse any transfer, the decision of the Board to be final, and with a view to control the status of its shareholders, to give any director or shareholder the right to purchase the share or shares of any deceased shareholder or of any other shareholder wishing to dispose of his share or shares; under the name of "St. John River Fishing Club, Inc.";

The capital stock of the company is divided

en huit actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq cents piastres (\$500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

4071

C.-J. SIMARD.

into eight shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be five hundred dollars (\$500.00).

The head office of the company will be in the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of August, 1926.

C. J. SIMARD,

4072

Assistant Provincial Secretary.

"The Canadian Optical Service Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'août 1926, constituant en corporation: Joseph-Pierre-Augustin Gravel, Conseil en loi du Roi, Andrew-Cecil-Meredith Thomson, John-Joseph Hearn, tous deux avocats, Joseph-Alphonse Rochette, comptable, et Elizabeth-Isabel Gall, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Faire le commerce en gros et en détail et la fabrication d'articles d'optique ou l'une ou l'autre de ces opérations;

Faire la fabrication et la vente d'articles d'optique, et généralement exercer l'industrie de manufacturiers et le négoce d'acheteurs et de vendeurs et de commerçants de toutes sortes d'articles d'optique et de leurs accessoires;

Exercer toutes et chacune des industries de fabricants et de commerçants, importateurs, manufacturiers et marchands d'articles d'optique, et

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de tous articles jugés nécessaires ou convenables pour le commerce d'articles d'optique;

Manufacturer, acheter, vendre et disposer de toutes les choses qui se rapportent au commerce d'optique, y compris des verres, lunettes, réfracteurs, appareils de photographie, binoculaires, lunettes d'opéra, longues-vues, télescopes, microscopes, instruments pour les ingénieurs civils et toutes les pièces et accessoires qui se rapportent aux négoce et industrie susmentionnés;

Manufacturer, acheter, vendre, exporter et importer des insignes en métal, drap et celluloïde ou fabriqués de tous autres matériaux, et du celluloïde, métal, drap, papier et des nouveautés en papier ou fabriquées de tous autres matériaux et d'articles de publicité de toutes sortes, y compris la fabrication, l'importation, l'exportation en gros et en détail des matières premières qui entrent dans la fabrication d'aucun desdits articles; fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de montres, diamants, bijouterie, ornements et articles de fantaisie de diverses sortes, et autres sortes de marchandises et de propriété; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de ferronnerie, et de spécialités et de nouveautés de quincaillerie de toutes sortes;

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou l'affermage d'immeubles et de propriétés immobilières;

Acquérir et posséder l'actif, les biens, privilèges, franchises, contrats, baux, immeubles et autres droits de toute personne, firme ou compagnie exploitant une industrie semblable, et généralement l'industrie de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce ou négoce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

Réparer et améliorer toutes sortes d'instru-

"The Canadian Optical Service Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1926, incorporating: Joseph Pierre Augustin Gravel, King's Counsel; Andrew Cecil Meredith Thomson, John Joseph Hearn, both advocates; Joseph Alphonse Rochette, accountant, and Elizabeth Isabel Gall, stenographer, spinster, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on a wholesale, retail and manufacturing optical business or either of the same;

To carry on the manufacturing and sale of optical goods and generally to carry on the business of manufacturers, buyers and sellers of and dealers in all kinds of optical goods and supplies whatsoever;

To carry on all or any of the business of optical manufacturers and dealers and importers and manufacturers of and dealers in optical goods; and

To manufacture, buy, sell and deal in goods deemed to be necessary or suitable for the optical trade;

To manufacture, buy, sell and dispose of all things incidental to the optical trade, including glasses, spectacles, refractors, photographic apparatuses, binoculars, opera-glasses, spy-glasses, telescopes, microscopes, instruments for civil engineers and all parts and accessories incidental to the above mentioned trades and businesses;

To manufacture, buy, sell, export and import metal, cloth and celluloid badges, or badges made of any other material, celluloid, metal, cloth, paper and paper novelties made of any other material and advertising novelties of all kinds, including the manufacture, importation, exportation, wholesale and retail, of the raw material of which any of said articles may be made; to manufacture, buy, sell and deal in watches, diamonds, jewelry, ornaments, and fancy articles of various kinds, and other kinds of merchandise and property; to manufacture, buy, sell and deal in hardware and hardware specialities and novelties of every kind;

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immovable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immovable property;

To acquire and own the assets, property, privileges, franchises, contracts, leases, immovables and other rights of any person, firms or company carrying on a similar industry and generally the business of any person or company carrying on any business or trade which this company is authorized to carry on;

To repair and improve all kinds of optical or

ments d'optique ou télescopiques, verres et machinerie qui se rattachent ou toutes choses qui se rapportent au négoce et au commerce susdits;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur, ou faire valoir les propriétés ou droits de la compagnie; manufacturer, acheter, vendre et aliéner des effets, denrées et marchandises;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie connexes à l'exercice des objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation;

Acquérir et faire usage de la vapeur, l'électricité ou autre force motrice pour les fins susdites;

Recevoir en paiement de marchandises ou pour du travail fait, des actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par une compagnie semblable, les donner ou en disposer;

Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies dont les objets sont semblables à ceux des présentes lettres patentes, aux termes et conditions que la compagnie croira à propos;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Placer et attribuer les fonds de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qu'elle pourra déterminer de temps à autre;

Solliciter et acquérir, à toutes conditions quelconques, des brevets, procédés, concessions, permis, marques de commerce, droits d'auteur ou autres privilèges ou protection de même nature, pour ou se rapportant ou se rattachant à toutes matières, articles ou ouvrages, et les mettre en valeur en les fabriquant ou les exploitant ou en accordant des permis en ce qui les concerne;

Les pouvoirs dans chacun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Utiliser les fonds de la compagnie pour l'achat de stock, obligations ou débetures de toute autre compagnie;

Exploiter toute autre industrie que cette compagnie peut exploiter en vertu de la loi, en rapport avec les objets ci-dessus mentionnés;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, obligations ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou dans la formation et l'organisation de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires; telle rémunération étant payable en argent ou en actions entièrement libérées de la compagnie. La compagnie pourra de même manière payer aucune de ses obligations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par toute personne ou personnes;

telescopic instruments, glasses and machinery incidental to or all things appertaining to the above trades and businesses;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights; to manufacture, buy, sell and dispose of goods, wares and merchandise;

To do all acts, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on of the objects for which the company is incorporated;

To acquire and make use of steam, electricity or other power for the above purposes;

To receive in payment of merchandise or for work done, shares, bonds, debentures or other securities issued by a similar company, give and dispose of the same;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar to those enumerated herein, on such terms and conditions as the company may think fit;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company the objects of which are in whole or in part similar to those of this company;

To invest and deal with the funds of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

To apply for and acquire on any terms, patents, processes, concessions, licenses, trade marks, copyrights or any other privileges or protection of a like nature, for or relating or incidental to any material, manufactured articles, to turn same to account by manufacturing, working same or granting licenses in respect thereof;

The powers in each of the above paragraphs to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To use the funds of the company for the purchase of stock, bonds or debentures of any other company;

To carry on any business which the company may carry on under the act, in connection with the objects hereabove mentioned;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the capital stock of the company or of any debentures, bonds or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business. Such remuneration may be made in cash or in fully paid up shares of the company. The company may in like manner pay any of its obligations;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire tous les autres actes et opérations qui sont des accessoires de ceux ci-dessus mentionnés ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Canadian Optical Service Company, Limited", avec un capital total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
4073 C.-J. SIMARD.

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "The Canadian Optical Service Company, Limited", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of August, 1926.

C. J. SIMARD,
4074 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

"Canada Finance Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour d'août 1926, à la compagnie "Canada Finance Corporation, Limited", ratifiant un règlement de ladite compagnie modifiant et augmentant son capital comme suit, à savoir:

1. Le capital autorisé de la compagnie "Canada Finance Corporation, Limited", est modifié et augmenté et subdivisé comme suit:

(a) 850 actions privilégiées amortissables à 8%, classe A, d'une valeur au pair de \$100.00 et (b) 50 actions privilégiées à 8% classe B, d'une valeur au pair de \$100.00, et (c) 2,000 actions ordinaires, sans valeur au pair ou nominale.

2. Les actions privilégiées de la classe A seront (a) non-cumulatives, sans droit de vote et de participation, et, (b) auront droit à même le surplus des bénéfices nets lorsque déterminés, à des dividendes au taux de 8% par année pour chaque année, de préférence et avec priorité sur tout dividende sur les actions privilégiées de la classe B, ou sur les actions ordinaires, et (c) seront rachetables par la compagnie à toute date de dividende à leur valeur au pair avec en plus tous les dividendes déclarés et non payés, et il sera pourvu au rachat de telles actions par le paiement d'une somme égale à pas moins de dix pour cent (10%) des bénéfices nets provenant des opérations de chaque année (après avoir pourvu au paiement des dividendes privilégiés sur les actions privilégiées de la classe A), au compte d'un fonds d'amortissement spécial, et le conseil d'administration pourra (a) de temps à autre utiliser tel fonds ainsi mis de côté pour l'achat et l'amortissement de telles actions privilégiées de la classe A qui seront offertes à un prix n'excédant pas la valeur au pair, avec tous les dividendes déclarés non-payés, ou, (b) dans le cas où nulles actions ne sont offertes, faire un tirage au sort, et les actions ainsi tirées au sort seront appelées et rachetées.

Supplementary Letters Patent

"Canada Finance Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the ninth day of August, 1926, to the company "Canada Finance Corporation, Limited", ratifying a by-law of the said company modifying and increasing its capital stock as follows, to wit:

1. That the authorized capital stock of Canada Finance Corporation, Limited, be altered and increased and subdivided as follows:

(a) 850 shares class A, 8% sinking fund preferred stock, par value \$100.00 and (b) 50 shares B, 8% preferred stock, par value \$100.00 and (c) 2000 shares common stock, no nominal or par value;

2. That the class A preferred stock shall (a) be non-cumulative, non-voting and non-participating and (b) be entitled out of any and all surplus net profits whenever ascertained, to dividends at the rate of 8% per annum in each and every year in preference and priority to any dividend on the class B preferred stock, or the common stock, and (c) shall be redeemable by the company on any dividend date at par value plus any unpaid declared dividend, and provision shall be made for such redemption by payment of a sum equal to not less than ten per cent (10%) of the net profits of each and every year's operations (after allowance for payment of preferential dividends on class A preferred stock) into a special sinking fund, and the board of directors shall (a) from time to time use such funds so set aside for the purchase and redemption of such class A preferred shares as may be offered at a price not exceeding par, plus any unpaid declared dividend, or (b) in the event of no shares being so offered, cause a drawing to be made, and the shares so drawn shall be called in and redeemed.

3. Les actions privilégiées à 8% de la classe B seront non-cumulatives et non-participantes et sujettes aux droits de priorité des actions privilégiées amortissables de la classe A. Les porteurs des actions privilégiées de la classe B auront le droit, de préférence et avec priorité sur les porteurs d'actions ordinaires, d'élire la majorité en nombre des administrateurs de la compagnie. Si, après avoir pourvu au paiement des dividendes sur les actions privilégiées de la classe A pour toute année quelconque et pour tout solde ou soldes non payés sur icelles pour les années précédentes, et après le versement du montant requis pour le fonds d'amortissement spécial, il reste un surplus de bénéfices nets dans une année quelconque, les actions privilégiées de la classe B auront droit à un dividende au taux de 8% par année pour telle année, de préférence et avec priorité au paiement de dividendes sur les actions ordinaires pour telles années.

4. Les actions ordinaires seront sujettes au droit de priorité des actions privilégiées amortissables de la classe A et des actions privilégiées de la classe B. Après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées amortissables de la classe A, et sur les actions privilégiées de la classe B, et après le versement du montant requis au fonds d'amortissement spécial, tout le surplus des bénéfices nets, en aucune année, (qui, dans l'opinion du conseil d'administration, n'est pas requis pour l'entretien, l'amélioration ou l'exploitation des propriétés et du commerce de la compagnie ou de ses obligations) sera attribuable comme dividende sur les actions ordinaires pour telle année.

5. Les argents réalisés par la distribution de l'actif dans le cas de dissolution ou ventilation de la compagnie seront attribués premièrement au paiement des actions privilégiées amortissables de la classe A en cours, à leur valeur au pair, avec en plus tous les dividendes déclarés et non-payés. Tout solde restant sera divisé également entre les actions privilégiées de la classe B et les actions ordinaires alors en cours.

6. Les actions créées par ce règlement seront émises et réparties de la manière et dans les proportions que les administrateurs jugeront à propos et de nature à promouvoir les fins et objets de cette compagnie.

7. Le capital avec lequel la compagnie continuera ses opérations sera de vingt mille piastres (\$20,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'août 1926.

4061 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

3. That the class B 8% preferred stock shall be non-cumulative and non-participating and subject to the prior rights of the class A sinking fund preferred stock. The holders of the class B preferred stock shall, in preference and priority to the holders of common stock, elect a majority in number of the directors of the company. If after providing for payment of dividends on the class A preferred stock for any year, and for any balance or balances unpaid thereon for preceding years, and after provision shall have been made for the special sinking fund reserve, there shall remain any surplus net profits in any year, the class B preferred stock shall be entitled to a dividend at the rate of 8% per annum in such year in preference and priority to any payment of dividends on the common stock for such year.

4. That the common stock shall be subject to the prior rights of the class A sinking fund preferred stock, and the class B preferred stock. After payment of the dividends on the class A sinking fund preferred stock, and on the class B preferred stock, and after making provision for the special sinking fund reserve, all surplus net profits in any year (not in the opinion of the board of directors required for the maintenance, improvement or operation of the property and business of the company, or its liabilities) shall be available for dividends upon the common shares for such year.

5. That proceeds from the distribution of assets in the event of dissolution or termination of the company shall go first to the payment at par of the class A sinking fund preferred stock outstanding plus any unpaid declared dividends. Any balance remaining thereafter shall be divided equally among the class B preferred stock and common stock outstanding.

6. That the shares created by this by-law be allotted and issued in such manner and proportion as the directors may deem proper and conducive to the furtherance of the aims and objects of the company.

7. That the capital with which the company will continue its business will be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of August, 1926.

4062 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Assurances

Avis est par le présent donné que, en vertu d'une résolution du Bureau des Directeurs de "La Nationale", compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, passée le dixième jour de février 1926, demande est faite à l'Inspecteur des assurances de la province, pour obtenir l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil, à l'effet de changer le nom de ladite compagnie en celui de "La Nationale", compagnie d'assurance contre le feu" et aussi de changer l'endroit du bureau principal de la dite compagnie, en le fixant dans la cité de Saint-Hyacinthe, au lieu de la cité de

Insurances

Notice is hereby given that under and in virtue of a Resolution passed at a meeting of the Board of directors of The National Mutual Fire Insurance Company, on the tenth day of February, 1926, a petition is made to the Insurance Inspector for the province in order to obtain the authorization from the Lieutenant-Governor-in-Council to change the name of the Company to "The National" Fire Insurance Company, and also to change the principal place of business of the said company, establishing it in the city of Saint Hyacinthe instead of the city of Montreal, the

Montréal, le tout conformément aux dispositions de l'article 6922 S.R.P.Q., 1909.

Donné à Montréal, ce 17ième jour d'août 1926.

3921—34-4 Le secrétaire,
T.-A. ST-GERMAIN.

whole in conformity with the dispositions of article 6922 S.R.P.Q., 1909.

Dated at Montreal, this seventeenth day of August, 1926.

3922—34-4 T. A. ST-GERMAIN,
Secretary.

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, le 26 août 1926.

Quebec, August 26, 1926.

Présent: le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Present: the Lieutenant-Governor in Council.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton de Dorion, dans le comté de Pontiac, le septième jour de juin 1926, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Whereas by resolution passed by the municipal council of the township of Dorion, in the county of Pontiac, on the seventh day of June, 1926, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du canton de Dorion, dans le comté de Pontiac, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the township of Dorion, in the county of Pontiac, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

Le greffier du Conseil exécutif,
A. MORISSET.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Le sous-ministre des Affaires Municipales,
OSCAR MORIN.

OSCAR MORIN,

Québec, 26 août 1926. 4091

Deputy Minister of Municipal Affairs.
Quebec, August 26, 1926. 4092

Département de l'Instruction Publique

Department of Public Instruction

No 201-26

Québec, 30 août 1926.

No. 201-26

Quebec, August 30, 1926.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Killarney, dans le comté de Hull, les lots Nos 28, 29, 30 et 31 du rang 2 du canton de Low, et de les annexer à la municipalité scolaire de Low, même comté.

Application is made to detach from the school municipality of Killarney, in the county of Hull, the lots Nos. 28, 29, 30 and 31 of range 2 of the township of Low, and to annex them to the school municipality of Low, same county.

4111—36-2

4112—36-2

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS

DEPARTMENT OF LAND AND FORESTS

EXAMENS DES CANDIDATS AU DIPLOME DE MESUREURS DE BOIS, TENUS DURANT 1926

EXAMINATIONS OF CANDIDATES WHO DESIRE TO QUALIFY AS SCALERS, HELD DURING 1926

Avis est par la présente donné que le Bureau d'Examineurs des candidats au diplôme de Mesureurs de Bois de la Province de Québec, se réunira cette année comme suit:

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Candidates to the diploma of Cullers of the Province of Quebec will hold its meetings this year as follows:

4.—A Trois-Rivières, les 14 et 15 septembre, 1926.

4.—at Trois-Rivières, on the 14th and 15th of September, 1926.

Les aspirants devront communiquer avec le Département des terres et forêts et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Candidate will have to communicate with the Department of Lands and Forests and state the place where they intend to present themselves.

Un honoraire de six (\$6.00) dollars ainsi qu'une photographie (la plus récente) du candidat sont exigibles avec l'application.

Aucun candidat qui n'a pas fait de pratique dans le mesurage ou le travail de scieries, durant au moins deux saisons, ne sera admis aux examens. De plus, il devra fournir des lettres de références à l'appui de sa prétention.

Aucun candidat ne pourra se présenter plus d'une fois chaque année aux examens.

Par ordre,

Le sous-ministre,
F.-X. LEMIEUX.

Québec, 21 avril, 1926.

2141—18-20

A fee of six (\$6.00) dollars as well as a photograph of the candidate must accompany the application.

Each candidate must have at least two seal son's practice in the scaling of logs or in sawmill-work to be admitted to these examinations. Furthermore, he must furnish references to justify his pretensions.

No candidate can present himself more than once a year before the Board.

Per order,

F. X. LEMIEUX,
Deputy Minister.

Quebec, April 21st., 1926

2142—18-20

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 20. Dame Christiana Salvail, épouse commune en biens de Emilien Fournier, cultivateur, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Emilien Fournier défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ième jour de juillet 1926.

Sweetsburg, 31 août 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
4115—36-4 NUTTING & GINGRAS.

Province de Québec, district de Chicoutimi. Cour Supérieure, No 182. Dame Eugénie Delisle, de Larouche, épouse de Ernest Dubois, industriel de Larouche, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Ernest Dubois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28ème jour de mai 1926.

Chicoutimi, le 6 juillet 1926.

Le procureur de la demanderesse,
3999—35-4 CHS-ED. CHAYER.

Canada, province de Québec, district de Saint-François. Cour Supérieure, No 418. Dame Marie Lachance, épouse de Joseph Deblois, cultivateur, de Saint-Romain, demanderesse; vs Joseph Deblois, cultivateur, Saint-Romain, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 21ième jour d'août 1926. Sherbrooke, ce 21 août 1926.

Le procureur de la demanderesse,
4001—35-4 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province de Québec, district de Québec. Dans la Cour Supérieure, No 2561. Dame Léontine Lefebvre, épouse de Patrick Dolbec, charretier, de Saint-Casimir, demanderesse; vs Phydime Dolbec, médecin, de Sainte-Anne-de-la-Pérade, en sa qualité de curateur au dit Patrick Dolbec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-troisième jour d'août 1926.

Québec, 23 août, 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
4003—35-4 BEDARD & FLYNN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 11308. Dame Clara Silverman, des cité et district de Montréal, épouse commune des biens de William Malitz, manufacturier, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; contre William Malitz, du même lieu, défendeur.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Bedford Superior Court, No. 20. Dame Christiana Salvail wife common as to property of Emilien Fournier, farmer, of the township of Stukely, in the district of Bedford, duly authorized, plaintiff; vs the said Emilien Fournier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 10th of July, 1926.

Sweetsburg, August 31st, 1926.

NUTTING & GINGRAS,
4116—36-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Chicoutimi. Superior Court, No. 182. Eugenie Delisle, wife of Ernest Dubois, industrial, from Larouche, duly authorized, plaintiff; vs the said Ernest Dubois, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 28th of May, 1926. Chicoutimi, 6 th of July, 1926.

CHS. ED. CHAYER,
4000—35-4 Attorney for the plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Saint Francis. Superior Court, No. 418. Dame Marie Lachance, wife of Joseph Deblois, farmer, of Saint Romain, plaintiff; vs Joseph Deblois, farmer, of Saint Romain, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on August 21st, 1926. Sherbrooke, this 21st August, 1926.

ROSAIRE BEAUDOIN,
4002—35-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. In the Superior Court. No. 2561. Dame Léontine Lefebvre, wife of Patrick Dolbec, carter, of Saint Casimir, plaintiff; vs Phydime Dolbec, physician, of Sainte Anne de la Pérade, in his quality of curator to the said Patrick Dolbec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty third day of August, 1926.

Quebec, August 23, 1926.

BEDARD & FLYNN,
4004—35-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 11308. Dame Clara Silverman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Malitz, of the same place, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs William Malitz, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20ième jour d'août 1926.

Montréal, 21 août 1926.

Le procureur de la demanderesse,
4027—35-4 I.-J. CHARNESS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 10214. Dame Bernadette David, de Montréal, épouse de Norbert Bergeron, gardien, du même lieu, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 12 août 1926.

Le procureur de la demanderesse,
3901—34-4 J.-H.-O. PAPILLON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 6192. Dame Marie-Louise Valiquette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Damase Larose, plâtrier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

Montréal, 5 août 1926.

Les avocats de la demanderesse,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS.
3839—33-4

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 20th day of August, 1926.

Montreal, August 21st, 1926.

I. J. CHARNESS,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 10214. Mrs Bernadette David, of Montreal, wife of Norbert Bergeron, caretaker, of the same place, duly authorized, has taken an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, August 12th, 1926.

J. H. O. PAPILLON,
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 6192. Dame Marie Louise Valiquette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Damase Larose, plasterer, of the same place, duly authorized to ester en justice, has this day instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, August 5th, 1926.

MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS.
Attorneys for plaintiff.
3840—33-4

Avis divers

Avis est donné au public, conformément à l'article soixante et à l'article sept, sans préjudice et en autant seulement qu'il pourra être nécessaire, du chapitre quarante-six, des statuts refondus de Québec, 1925, que la compagnie "Duke-Price Power Company, Limited", une corporation organisée et existante, en vertu des lois de la province de Québec, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Edifice "Canada Cement", se propose de demander l'autorisation de faire construire et exécuter les travaux suivants, savoir: la parachèvement de certains barrages et autres constructions maintenant situés à la Grande Décharge et la Petite Décharge, décharges du Lac Saint-Jean, dans la dite province, sur la propriété suivante, à savoir:

L'île connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Delisle, dans le dit comté du Lac Saint-Jean, sous le numéro cent soixante-treize (173) des îles de la Grande Décharge du dit canton, et communément appelée Île Maligne; les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton, sous les numéros un (1) et deux (2) du Rang A du dit canton; les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Delisle, Île d'Alma, sous les numéros onze (11) des rangs deux (2) et trois (3) du dit canton; les îles connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton Delisle, sous les numéros trois (3), quatre (4) et cinq (5) des îles de la Petite Décharge, la dite île numéro cinq (5) étant l'île "H", de l'arpentage primitif des îles du dit canton: le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton Delisle, Île d'Alma, sous le numéro trente-trois (33), du rang un (1) du dit canton; et les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Signal, dans le dit comté, sous le numéro trente-neuf (39) du

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given, in accordance with Article sixty and Article seven, without prejudice and insofar only as may be necessary, of Chapter forty six of the Revised Statutes of Quebec of 1925, that Duke-Price Power Company, Limited, a corporation organized and existing under the Laws of the Province of Quebec, having its principal office in the city of Montreal, Canada Cement Building, intends to apply for authorization to have constructed and to execute the following work, namely: the completion of certain dams and other structures now located on the Grand Discharge and the Little Discharge, outlets of Lake Saint John, in said Province, on the following property, to wit:

The island known and designated on the Official cadastre and book of reference for the township of Delisle, in said county of Lake St. John, under the number one hundred and seventy-three (173) of the islands of the Grand Discharge of said Township, and commonly called Île Maligne; the lots known and designated on the official cadastre and book of reference for said township under the numbers one (1) and two (2) of Range A of said township; the lots known and designated on the official cadastre and book of reference for the township of Delisle, Île d'Alma, under the numbers eleven (11) of Ranges two (2) and three (3) of said township; the islands known and designated on the official cadastre and book of reference for said township of Delisle under the numbers three (3), four (4) and five (5) of the islands of the Little Discharge, said island number five (5) being island "H" of the original survey of the islands of said township; the lot known and designated on the official cadastre and book of reference for said township of Delisle, Île d'Alma, under the number thirty-three (33) of Range one (1) of said township; and the lot known and designated on the official cadastre and book

rang "A" du dit canton, et les rives et lits de la Grande Décharge et de la Petite Décharge, contigus à aucun des dits lots et îles; pour hausser le niveau du Lac Saint-Jean de dix-sept pieds et demi (17½) au-dessus du zéro de l'échelle d'étiage, au quai à Roberval; pour l'emmagasinement, en toute saison, des eaux du dit Lac Saint-Jean, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit, et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques et aussi dans le but de développer de la force électrique.

Avis est, de plus, donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux, la nature des travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux et le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la première division d'enregistrement pour le comté du Lac Saint-Jean, à Hébertville, et au bureau de la seconde division d'enregistrement pour le comté du Lac Saint-Jean, à Roberval.

La demande d'autorisation contenue dans la requête, sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis, dans la Gazette Officielle de Québec, qui sera d'au moins un mois après sa première publication.

En foi de quoi, la dite corporation a fait apposer aux présentes son nom corporatif et son sceau corporatif, attestés par des officiers dûment autorisés à ce faire.

DUKE-PRICE POWER COMPANY, LIMITED.
Par le président,
ARTHUR-V. DAVIS.

Attesté: Le secrétaire,
W.-C. PARKER. 3955

Avis est par le présent donné que le siège principal de "l'Institut des Frères de Notre-Dame-des-Champs", de Saint-Damien, en le comté de Bellechasse, est transféré de ce dernier endroit à Saint-Michel-de-Squateck, en le comté de Témiscouata.

Saint-Michel-de-Squateck, le 29 juillet 1926.

"L'INSTITUT DES FRERES DE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS",
par Fr. JEAN DE DIEU,
Supérieur.

3803

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du Régime des Eaux Courantes, que la Lake Saint John Light & Power Company, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Montréal, se propose de demander l'autorisation de faire une écluse nouvelle et certains travaux de réparations à son développement hydraulique situé sur la rivière Métabetchouan, dans le comté du Lac Saint-Jean, à l'endroit où la dite rivière traverse les lots de terre Nos 19 et 20 du rang III du canton de Métabetchouan.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnant des plans et devis indiquant l'endroit choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la divi-

of reference for the township of Signai, in said county, under the number thirty-nine (39) of Range A of said township; and the banks and beds of Grand Discharge and Little Discharge contiguous to any of said lots and islands; to raise the level of Lake Saint John up to seventeen and one half feet (17½) above zero mark of the gauge at the wharf at Roberval; to store at all seasons the waters thereof, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure the uniform supply to water-works systems and to mills and a constancy of hydraulic power, and also with the object of developing electric power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof, the nature of the work and the lands which will be affected by such work and by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the First Registration Division for the county of Lake Saint John, at Hébertville, and at the Registry Office of the Second Registration Division for the county of Lake Saint John, at Roberval.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette, which shall be as much as one month after the first publication thereof.

In witness whereof, the said corporation has caused its corporate name to be hereunto subscribed and its corporate seal to be hereunto affixed and attested by officers duly authorized so to do.

DUKE-PRICE POWER COMPANY, LIMITED.
By ARTHUR V. DAVIS,
President.

Attest: W. C. PARKER,
Secretary. 3956

Notice is hereby given that the head office of "l'Institut des Frères de Notre Dame des Champs", of Saint-Damien, in the county of Bellechasse, has been transferred from the latter place to Saint Michel de Squateck, in the county of Témiscouata.

Saint Michel de Squateck, the 29th July, 1926.

"L'INSTITUT DES FRERES DE NOTRE DAME DES CHAMPS",
by Br. JEAN DE DIEU,
Superior.

3804

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the Water-Course Act, that the Lake Saint John Light & Power Company, a body politic and corporate, having its head office at Montreal, intends to apply for the authorization to have constructed a new dam and make certain improvements to its hydraulic development situate on the Metabetchouan river, in the county of Lake Saint John, at the place where the said river crosses the lots of land Nos 19 and 20 of range 111 of the township of Métabetchouan.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and

sion d'enregistrement No 1 du Lac Saint-Jean, à Hébertville, et au bureau de la division d'enregistrement No 2 du Lac Saint-Jean, à Roberval.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle.

Québec, ce 24 août 1926.

Les procureurs de la Lake Saint John
Light & Power Co.

LAPOINTE, ROCHETTE & BOISVERT.
4053-35-5

specifications has been deposited at the office of the registration division No. 1 of Lake Saint John, at Hébertville, and at the office of the registration division No. 2 of Lake of Saint John, at Roberval.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, August 24, 1926.

LAPOINTE, ROCHETTE & BOISVERT,
Attorneys for Lake Saint John Light
& Power Co.
4054-35-5

Chartes :—Abandon de

Prenez avis que "Murray's Lunch, Limited", incorporée par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le 6 mars 1923, ayant vendu tout son actif "as a going concern" à "Murray's Lunch, Limited", incorporée par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le 9 avril 1926, fera application auprès du lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, 1er juin 1926.

Le secrétaire,

4085

R. HOOD.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Robertson, Kennedy, Limited" a l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 30 août 1926.

4107 (Signé) AGNA LEFEBVRE.

Charters :—Surrender of

Notice is hereby given that "Murray's Lunch, Limited", incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor in Council, on the 6th March, 1923, having sold all its assets as a going concern to "Murray's Lunch, Limited", incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor in Council on the 9th day of April, 1926, will make an application to the Lieutenant-Governor in Council to surrender its charter.

Montreal, June 1st, 1926.

4086

R. HOOD,
Secretary.

Notice is hereby given that Robertson, Kennedy, Limited, intends to apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, 30th August, 1926.

4108 (Signé) AGNA LEFEBVRE.

Compagnie autorisée à faire des affaires

La compagnie "Felt & Tarrant, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, district de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Emilien Gadbois, de 17 Saint-Jacques, Montréal.

Québec, 27 août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

4075

C.-J. SIMARD.

Company authorized to do business

The company "Felt & Tarrant, Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal, district of Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Emilien Gadbois, of 17 Saint James Street, Montreal.

Quebec, August 27, 1926.

4076

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Minutes de notaire

Québec, 27 août 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise par M. Adélar L'Heu-

Notarial Minutes

Quebec, August 27, 1926.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in

reux, notaire public, résidant et pratiquant à Loretteville, district de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Cyrille Renaud, en son vivant, notaire, pratiquant à Loretteville.

Le sous-secrétaire de la province,
4083—36-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 31 août 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée par M. Jean-Baptiste Perreault, notaire, pratiquant et demeurant à Sayabec, comté de Matapédia, par laquelle il demande, en sa faveur, le transfert des minutes, répertoire et index de M. Gleason Belzile, notaire, ci-devant de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, dans le district judiciaire de Rimouski, qui a cessé de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4105—36-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Council, by Mr. Adélarde L'Heureux, notary public, residing and practising in Loretteville, district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Cyrille Renaud, in his lifetime, notary, practising at Loretteville.

C. J. SIMARD,
4084—36-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, August 31, 1926.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor, by Mr. Jean-Baptiste Perreault, notary public, residing and practising in Sayabec, county of Matapédia, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Gleason Belzile, notary, heretofore of the parish of Sainte Marie de Sayabec, in the judicial district of Rimouski, who has ceased to practice as such.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
4106—36-5

Soumissions

VILLE DE DRUMMONDVILLE

La ville de Drummondville demande des soumissions pour l'achat d'une émission de débetures portant intérêt à 5% l'an, payable semi-annuellement le 1er octobre et avril.

Les débetures sont émises en vertu du règlement 136 des règlements de la ville de Drummondville, sont payables ainsi que leurs coupons à la Banque de Montréal, à Drummondville, et deviendront échues en séries durant l'espace de 30 années, à compter du 1er octobre 1927, suivant le tableau suivant:

1927.....	\$1600.00
1928.....	1700.00
1929.....	1800.00
1930.....	1900.00
1931.....	2000.00
1932.....	2100.00
1933.....	2200.00
1934.....	2300.00
1935.....	2400.00
1936.....	2500.00
1937.....	2600.00
1938.....	2800.00
1939.....	2900.00
1940.....	3100.00
1941.....	3200.00
1942.....	3400.00
1943.....	3500.00
1944.....	3700.00
1945.....	3900.00
1946.....	4100.00
1947.....	4300.00
1948.....	4500.00
1949.....	4700.00
1950.....	5000.00
1951.....	5200.00
1952.....	5500.00
1953.....	5700.00
1954.....	6000.00
1955.....	6300.00
1956.....	6600.00

Tenders

TOWN OF DRUMMONDVILLE

The town of Drummondville invites tenders for purchase of an issue of debentures, bearing 5% interest, payable semi-annually on the first of October and first of April.

The bonds are issued under by-law 136 of the by-laws of the town of Drummondville and are payable, as well as their coupons, at the Bank of Montreal, in Drummondville, and shall become due serially during a period of thirty years, from the first of October, 1927, according to the following table:

1927.....	\$1600.00
1928.....	1700.00
1929.....	1800.00
1930.....	1900.00
1931.....	2000.00
1932.....	2100.00
1933.....	2200.00
1934.....	2300.00
1935.....	2400.00
1936.....	2500.00
1937.....	2600.00
1938.....	2800.00
1939.....	2900.00
1940.....	3100.00
1941.....	3200.00
1942.....	3400.00
1943.....	3500.00
1944.....	3700.00
1945.....	3900.00
1946.....	4100.00
1947.....	4300.00
1948.....	4500.00
1949.....	4700.00
1950.....	5000.00
1951.....	5200.00
1952.....	5500.00
1953.....	5700.00
1954.....	6000.00
1955.....	6300.00
1956.....	6600.00

Des soumissions cachetées seront reçues conformément à l'article 585 de la loi des cités et villes, chapitre 102, S. R. Québec, jusqu'à mardi soir, le 21 septembre 1926, à 8 heures, et seront ouvertes à une séance publique du conseil qui sera tenue à cette date, à la salle du conseil.

Le Conseil ne s'engage pas à accepter la plus haute ou aucune autre soumission.

Le greffier de la ville de Drummondville,
C.-H. LALONDE.
Drummondville, 30 août 1926. 4087

Province de Québec, municipalité du village de L'Abord-à-Plouffe.

Des soumissions sont demandées pour l'achat de \$60,000.00 d'obligations de la municipalité du village de L'Abord-à-Plouffe, datées le 1er août 1926, échéant le 1er août 1966, et portant intérêt au taux de 5% l'an, payable semi-annuellement les premiers février et août de chaque année. Ces obligations sont divisées en 2 séries dont \$20,000.00 en coupures de \$100.00 et \$40,000.00 en coupures de \$500.00.

Cette émission d'obligations est faite en vertu du règlement No 21 adopté par le Conseil, le 7 juin 1926, approuvé par les électeurs le 3 juillet 1926, et par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le 12 août 1926.

Les soumissions cachetées seront reçues jusqu'au samedi, 18 septembre 1926, à sept heures du soir, au bureau du secrétaire-trésorier, et seront ouvertes à une séance spéciale du conseil qui sera tenue le 18 septembre. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le conseil se réserve le droit de rejeter toutes et chacune des soumissions.

4081 Le secrétaire-trésorier,
P.-E. DUROCHER. 4082

Province de Québec.

VILLE DE FARNHAM.

COMTE DE MISSISQUOI.

Avis est par le présent donné que le conseil municipal de la ville de Farnham, P. Q., recevra d'ici au 20 septembre 1926, à 8 heures P.M., des soumissions cachetées adressées au soussigné pour l'achat de \$200,000.00 d'obligations de la Ville de Farnham, à 5%, datées du premier juillet 1926 et payables en série de 1927 à 1956.

Dénominations: \$100.00, \$500.00 et \$1000.00.

Intérêt payable semi-annuellement, le premier juillet et le premier janvier de chaque année.

Capital et intérêt payables au bureau de la Banque Canadienne Nationale, à Farnham et à Montréal.

Les dites soumissions seront prises en considération à une séance publique du conseil de la dite ville, qui sera tenue à l'Hôtel de Ville, le 20 septembre 1926 à huit heures du soir, ou aussitôt après que le conseil ou l'un de ses comités pourra le faire.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Les chèques des soumissions non acceptées seront remis sans délai. Celui du soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée lui sera remis après l'exécution du contrat, sans intérêt. Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts

Sealed tenders will be received according to section 585 of the cities and towns act, chapter 102 R.S. Quebec, up to Tuesday night, September 21st, 1926, at eight o'clock, and will be opened at a public sitting of the Council to be held that date, at the town hall.

The Council does not bind itself to accept the highest or any other tender.

C. H. LALONDE,
4088 Clerk of the town of Drummondville.
Drummondville, August 30th, 1926. 4088

Province of Quebec, municipality of L'Abord à Plouffe.

Tenders will be received for the purchase of \$60,000.00 of bonds of the municipality of the village of L'Abord à Plouffe, dated the 1st of August, 1926, issuing the 1st of August, 1966, and bearing interest at the rate of 5% per annum, payable semi-yearly the first of February and August of each year. These bonds are divided into 2 series of which \$20,000.00 in denominations of \$100.00 and \$40,000.00 in denominations of \$500.00.

The said issue of bonds is made by virtue of a by-law No. 21, adopted by the Council the 7th of June, 1926, approved by the electors the 3rd of July, 1926, and by the Lieutenant-Governor in Council the 12th of August, 1926.

Sealed tenders will be received until Saturday, the 18th of September, 1926, at seven o'clock in the evening, at the office of the Secretary-Treasurer, at a special meeting of the Council which will be held the 18th of September. Each tender must be accompanied by a cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Council reserves the right to reject all and any of the tenders.

P. E. DUROCHER,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec.

TOWN OF FARNHAM.

COUNTY OF MISSISQUOI.

Notice is hereby given that the Municipal Council of the Town of Farnham, P. Q., will receive between now and the 20th of September, 1926, at 8 o'clock P.M., written tenders sealed and addressed to the undersigned for the purchase of \$200,000.00 of bonds of the Town of Farnham, at 5%, dated from the first of July, 1926, and payable serially from 1927 to 1956.

Denominations: \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00
Interest payable semi-annually, the first of July and the first of January of each year.

Capital and interest payable at the office of la Banque Canadienne Nationale, at Farnham and Montreal.

The aforesaid tenders shall be taken into consideration at a public meeting of the council of the said town, which will be held at the City Hall, the 20th of September, 1926, at eight o'clock in the evening, or as soon after as the council or one of its committees can do so.

Every tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the par value of the issue. The checks for non accepted tenders shall be remitted without delay. That of the tenderer whose offer has been accepted will be remitted to him on the execution of the contract, without interest. Every tender must specify if the price offered includes or not the

accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

La Ville de Farnham ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,
J.-E. LEFEBVRE.

Farnham, 30 août 1926. 4109-36-2

Province de Québec, municipalité scolaire du village de Bagotville (maintenant ville).

Soumissions, \$100,000.00 obligations; Intérêt 5%.

Les commissaires d'écoles du village de Bagotville, (maintenant ville).

Avis est par les présentes donné, que des soumissions cachetées, adressées au soussigné, le secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles du village de Bagotville, (maintenant ville) Co. Chicoutimi, seront reçues jusqu'à cinq heures de l'après-midi, le mardi, 14 septembre 1926, pour l'achat de cent mille piastres (\$100,000.00) d'obligations de la municipalité scolaire du village de Bagotville, (maintenant ville) et datées du 1er novembre 1925.

Ces obligations seront remboursées en séries de 1 à 40 ans, d'après le tableau décrit par la résolution adoptée par les commissaires d'écoles de Bagotville, le 10 novembre 1925;

En outre de cette demande, les commissaires d'écoles de Bagotville désirent avoir des prix pour des obligations émises en vertu de la même résolution, et d'après le même tableau échelonné de 1 à 40 ans, mais remboursables par séries de 1 à 15 ans.

L'intérêt est payable semi-annuellement, le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

Ces dites obligations, ainsi que l'intérêt, seront payables au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Bagotville, Québec ou Montréal, au choix du porteur.

La présente émission a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, le 22 juillet 1926.

Ces obligations seront en coupures de cent piastres ou de multiples de cent piastres, au choix de l'acquéreur.

Un chèque accepté représentant 1% de la valeur au pair de cette émission devra accompagner chaque soumission.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les commissaires d'écoles du village de Bagotville (maintenant ville) ne s'engagent à accepter aucune des soumissions.

Les soumissions seront prises en considération à une séance spéciale des commissaires d'écoles du village de Bagotville, (maintenant ville), mardi, le 14 septembre 1926, à 8 hrs de l'après-midi.

Bagotville, ce 20 août 1926.

Le secrétaire-trésorier,
4015-35-2 LOUIS-PH. CHAYER.

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITÉ DE THETFORD MINES

Comté de Mégantic.

Avis est par les présentes donné que le Conseil de la cité de Thetford-Mines, comté de Mégantic, recevra d'hui à 8 hrs p.m. le 13 septembre 1926, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées pour l'achat des débentures de ladite cité de

accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

The Town of Farnham does not bind itself to accept any of the tenders.

J. E. LEFEBVRE,
Secretary-Treasurer.

Farnham, August 30, 1926. 4110-36-2

Province of Quebec, school municipality of the village of Bagotville (Now Town).

Tenders, \$100,000.00 of bonds; Interest 5%.

The School Commissioners of the Village of Bagotville, (now Town).

Notice is hereby given that sealed tenders, addressed to the undersigned, secretary-treasurer of the School Commissioners of the village of Bagotville, (now Town), county of Chicoutimi, will be received until five o'clock in the afternoon, on Tuesday, the 14th of September, 1926, for the purchase of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) of bonds of the school municipality of the village of Bagotville, (now town), and dated from the 1st of November, 1925.

These bonds will be redeemable serially from 1 to 40 years, according to the table described by the resolution adopted by the School Commissioners of Bagotville, the 10th of November, 1925.

Moreover, the School Commissioners of Bagotville wish to have a price for the bonds issued by virtue of the same resolution, and according to the same scale from 1 to 40 years, but redeemable serially from 1 to 15 years.

The interest payable semi-annually, the 1st of May and the 1st of November of each year.

The said bonds, also with interest, will be payable at the office of la Banque Canadienne Nationale, at Bagotville, Quebec or Montreal, at the option of the bearer.

The present issue is approved by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, the 22nd of July, 1926.

These bonds will be in denominations of one hundred dollars or its multiples, at the option of the purchaser.

An accepted cheque representing 1% of the par value of the said issue must accompany each tender.

Every tender shall specify if the price offered includes or does not include the accrued interest on the debentures at the time of delivery.

The School Commissioners of the village of Bagotville (now town) do not bind themselves to accept any of the tenders.

Tenders shall be taken into consideration at a special meeting of the School Commissioners of the Village of Bagotville, (now town), Tuesday, the 14th of September, 1926, at 8 o'clock in the afternoon.

Bagotville, August 20, 1926.

4016-35-2 LOUIS PH. CHAYER,
Secretary-treasurer.

PROVINCE OF QUEBEC.

CITY OF THETFORD MINES.

County of Mégantic.

Notice is hereby given that the Council of Thetford Mines, county of Mégantic, will receive until 8 o'clock P.M., the 13th of September, 1926, at the office of the undersigned, sealed tenders for the purchase of debentures of the said city of

Thetford-Mines, au montant de \$111,700.00, avec coupons d'intérêts y attachés; les dites débetures et intérêts payables au bureau de la banque Canadienne Nationale à Thetford Mines, Québec et Montréal, au choix du porteur.

Ces soumissions devront être données sous les trois manières, suivantes:

1. \$39,700.00 au taux de 5% par an, pour 20 ans, intérêt payable le 1er mai et 1er novembre de chaque année, remboursable à \$2,000.00 par année. Cesdites débetures sont émises en vertu du règlement No 137.

2. \$65,000.00 au taux de 5% par an, à 20 ans, intérêt payable le 1er mai et 1er novembre de chaque année. Cesdites débetures sont rachetables comme suit:

5 débetures de \$500.00 seront rachetées chaque année, pour les cinq premières années, et ensuite 7 débetures de \$500.00 seront rachetées chaque année pour la balance du terme. Ces débetures sont émises en vertu du règlement No 138.

3. \$7,000.00 au taux de 5% par an, pour 15 ans, intérêt payable le 1er mai et 1er novembre de chaque année. Une débeture de \$500.00 rachetée chaque année à l'exception de la première année. Cesdites débetures sont émises en vertu du règlement No 139.

Les débetures émises en vertu de ces trois règlements sont toutes de \$500.00 chacune, à l'exception d'une de \$200.00.

Toute soumission devra spécifier:

1. Le prix offert pour les règlements 137 et 139 ensemble, soit \$46,700.00.

2. Le prix offert pour le règlement No 138 soit \$65,000.00 seulement.

3. Le prix offert pour le tout ensemble, soit \$111,700.00.

Un chèque accepté représentant 1% de la valeur au pair devra accompagner chaque soumission.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus au moment de la livraison.

Le conseil de la cité de Thetford Mines ne s'engage pas à accepter aucune des soumissions.

Les soumissions seront prises en considération à l'assemblée du conseil mardi, le 13 septembre, à huit heures du soir, à la salle publique.

4031-35-2

Le secrétaire-trésorier,
HON. GILBERT.

Thetford Mines, for the amount of \$111,700.00, with interest coupons attached thereto; the said debentures and interest payable at the office of La Banque Canadienne Nationale at Thetford Mines, Quebec and Montreal, at the option of the purchaser.

These tenders shall be offered under the three following manners:

1. \$39,700.00 at the rate of 5% per annum, for 20 years, interest payable the 1st of May and 1st of November of each year, \$2,000.00 redeemable yearly. The said debentures are issued by virtue of By-Law No. 137.

2. \$65,000.00 at the rate of 5% per annum, for 20 years, interest payable the 1st of May and 1st of November of each year. The said debentures are redeemable as follows:

5 debentures of \$500.00 redeemable yearly for the first five years and 7 debentures of \$500.00 redeemable yearly for the balance of the term. These debentures are issued by virtue of By-Law No. 138.

3. \$7,000.00 at the rate of 5% per annum, for 15 years, interest payable the 1st of May and 1st of November of each year. One debenture of \$500.00 redeemable each year save the first year. The said debentures are issued by virtue of By-Law No. 139.

The debentures issued by virtue of these three by-laws are all of \$500.00 each, save one of \$200.00.

Every tender must specify:

1. The price offered for by-laws 137 and 139 together, being \$46,700.00.

2. The price offered for by-law No. 138 being \$65,000.00 only.

3. The price offered for the whole, being \$111,700.00.

An accepted cheque representing 1% of the par value must accompany each tender.

Every tender must specify whether the price offered does or does not include the accrued interest at the time of their delivery.

The Council of the city of Thetford Mines does not bind itself to accept any tenders.

Tenders will be taken into consideration at the meeting of the Council, on Tuesday, the 13th of September, at eight o'clock P.M., at the Public Hall.

4032-35-2

HON. GILBERT,
Secretary-treasurer.

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, (En Faillite). No 138.

Dans l'affaire de F.-X. Roy, 1 rue Brissette, Montréal, Qué., failli.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE 1926, à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire), seront vendus par encan public au bureau du shérif de la cité de Montréal, les immeubles suivants, savoir:

Un emplacement ayant front sur la rue Brissette, situé au coin de cette dernière et de la rue Le Caron, dans le quartier Saint-Paul, en ladite cité de Montréal, et composé:

1. D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille quarante-neuf

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court (In Bankruptcy), No. 138.

In the matter of F. X. Roy, 1 Brissette St., Montreal, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of SEPTEMBER 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Standard Time), will be sold by public auction, at the office of the Sheriff of the city of Montreal, the following immovables, to wit:

A piece of ground fronting on Brissette Street, situated at the corner of said street and Le Caron Street, in Saint Paul ward, in the said city of Montreal, and consisting of:

1. A lot of land known and designated under number four of the official subdivision of the original lot number four thousand forty nine

(No 4049-4), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la contenance de vingt-quatre pieds de largeur, par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec droit de passage dans la ruelle située en arrière dudit lot de terre, en commun avec tous ceux y ayant droit, sans pouvoir l'obstruer, avec conditions ordinaires d'entretien, et avec un cottage en bois, lambrissé en brique, à deux étages, et autres dépendances y érigés, portant le numéro civique 1 de ladite rue Brissette;

2. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille quarante-neuf (No 4049-5), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la contenance de vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec droit de passage dans la ruelle située en arrière dudit lot de terre, en commun avec ceux y ayant droit, sans pouvoir l'obstruer, aux charges ordinaires d'entretien, sans bâtisses.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite en vertu de l'article 20, paragraphe 4 et suivants de la Loi de faillite et à l'effet du décret.

Montréal, ce 21 août 1926.

Le syndic,
J.-G. DUHAMEL.

Bureau Chambre 96,
92 rue Notre-Dame-Est,
Montréal, Qué.

4025—35-2

(No. 4049-4), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty four feet in width by eighty five feet in depth, English measure and more or less—with a right of way in the lane situated at the back of the said lot of land, in common with all those having a right of way in said lane, without obstructing same, and with the ordinary conditions of maintenance—with a wooden cottage wainscotted in brick of two stories and other buildings thereon erected, bearing civic No. 1 of the Brissette Street;

2. Another lot of land known and designated under number five of the official subdivision of the original lot number four thousand forty nine (No. 4049-5), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty four feet in width by eighty five feet in depth, English measure and more or less—with a right of way in the lane situated in the back of said lot of land, in common with all those having a right of way in said lane, without obstructing same and at the ordinary conditions of maintenance, without buildings.

The whole as it stands presently, with all the servitudes active or passive, apparent or occult, attached to the said immovables.

The titles and certificates can be examined at any time at my office.

This sale is made in virtue of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 and following, and will have the effect of a Sheriff sale.

Dated at Montreal, this twenty first day of August, 1926.

J. G. DUHAMEL,
Trustee.

Office: Room 96.

92 Notre Dame Street East,
Montreal, Que.

4026—35-2

Dans l'affaire de Geo.-A. Phénix, Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE 1926, à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire), seront vendus à l'encan public et conformément au paragraphe 4, a, b, c et d, de l'article 20 de la Loi de Faillite, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rémi, comté de Napierville, les immeubles suivants:

Les lots numéros un, deux, deux cent treize, soixante-huit, et cent cinquante-sept des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Rémi, comté de Napierville (Nos 1-2-, 213-68 et 157), lesquels sont plus amplement décrits—avec les réserves ci-après mentionnées comme suit, savoir:

1. Ledit lot numéro un étant de forme irrégulière, borné en front vers le sud-est par le chemin public, et par les numéros deux, six et huit du cadastre susdit; en profondeur, vers le nord-ouest, et d'un côté, au nord-est, par la ligne limitative du village de Saint-Rémi, et d'autre côté, au sud-ouest, par les numéros deux, trois, dix, onze, douze, treize et quatorze du même cadastre, contenant neuf cent mille deux cent treize pieds en superficie. A distraire du dit lot No un du dit cadastre les emplacements appartenant à Messieurs Sévère Lefort, Odilon Surprenant et Emile Rousseau et qui ont été détachés du dit numéro un.

1a. Ledit lot numéro deux borné en front vers le sud-est par le lot numéro trois du cadastre susdit, en profondeur, vers le nord-ouest, et d'un

In the matter of Geo. A. Phenix, Montreal, Bankrupt.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard time), there will be sold by public auction and pursuant to paragraph 4, a, b, c and d, of article 20 of the Bankruptcy Act, at the door of the parochial church of Saint Rémi, county of Napierville, the following immovables:

The lots numbers one, two, two hundred and thirteen, sixty eight and one hundred and fifty seven on the official plan and book of reference of the village of Saint Rémi, county of Napierville, (Nos. 1-2, 213-68 and 157), which are more fully described with the reserves hereunder mentioned as follows, to wit:

1. The said lot number one being of irregular outline, bounded in front to the southeast by the public road, and by numbers two, six and eight of the aforesaid cadastre, in depth, to the northwest, and on one side, to the northeast, by the division line of the village of Saint Rémi, and on the other side, to the southwest by numbers two, three, ten, eleven, twelve, thirteen and fourteen of the same cadastre, containing nine hundred thousand two hundred and thirteen feet in superficies. To be deducted from the said lot No one of the said cadastre, the emplacements belonging to Messrs Severe Lefort, Odilon Surprenant and Emile Rousseau, which have been detached from the said number one.

1a. The said lot number two bounded in front to the southeast by lot number three of the aforesaid cadastre, in depth, to the northwest and on

côté au nord-est par le lot numéro un plus haut décrit, et de l'autre côté au sud-ouest, par un chemin, contenant quarante-huit pieds de largeur et quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur, formant une superficie de quatre mille sept cent quatre pieds.

2a. Le lot numéro deux cent treize des plan et livre de renvoi officiels susdits, paroisse de Saint-Rémi, lequel est plus amplement décrit comme suit:

Borné en front vers le sud-est par la ligne limitative de la paroisse Saint-Rémi; en profondeur, vers le nord-ouest, par les lots numéros cent vingt-cinq et cent vingt-six du dit cadastre, d'un côté au nord-est par le lot numéro deux cent douze dudit cadastre, et de l'autre côté, au sud-ouest par le numéro deux cent quatorze du dit cadastre, contenant trois arpents et trois perches de largeur et huit arpents de profondeur, formant vingt-six arpents et quarante perches en superficie.

Les items 1, 1a, et 2a, forment ensemble une ferme d'une contenance d'environ cinquante-trois arpents—sans bâtisses.

2. Ledit lot numéro soixante-huit, étant de forme irrégulière, borné en front vers le nord-est, par la rue Saint-Sacrement, en profondeur, vers le sud-ouest, par les lots numéros soixante et un, soixante-trois et soixante-sept du cadastre susdit, d'un côté au nord-ouest par le numéro soixante-sept du dit cadastre et par le chemin public, et enfin de l'autre côté, au sud-est, par les numéros soixante-neuf et soixante-dix du dit cadastre, contenant dix mille sept cent quatre pieds en superficie. Moins, cependant, la partie vendue au Docteur André Hébert, et bornée, la partie vendue, au nord-ouest, par le résidu du dit lot No. 68, au sud-ouest par N. Longtin, au sud-est par le dit André Hébert et au nord-est par le dit Sieur Hébert et partie par Dame T. Rhéaume, étant toute la partie du dit lot No. 68 située au sud-est d'une ligne prolongeant celle qui fait la ligne de division entre le No 69 et la partie antérieure de ce lot No 68—avec bâtisses y érigées.

3. Partie du lot numéro cent cinquante-sept (157) du dit cadastre, contenant cinquante pieds de largeur sur la continuation de la rue Perras, quatre-vingt-dix pieds de longueur dans la ligne nord-ouest, à partir de la clôture qui se trouve au front du dit terrain, quatre-vingts pieds de largeur derrière, c'est-à-dire dans la ligne nord-est, et cent dix pieds de profondeur dans la ligne sud-est, mesure anglaise; bornée devant par la continuation de la rue Perras, derrière et d'un côté au nord-ouest par Joseph Vanchesteing et au sud-est par la compagnie du Grand Tronc—avec bâtisses y érigées.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur et le prix de vente sera payable comptant.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de Faillite, tel que ci-dessus, équivaut à une vente par le shérif.

Le syndic,
WILFRID DAMPHOUSSE.

Montréal, le 17 août 1926.
Bureau: 426 Power Bldg.
Tel: Plat. 1211, Montréal.

3957

one side to the northeast by lot number one hereabove described, and on the other side to the southwest, by a road, containing forty eight feet in width and ninety eight feet in depth, forming a superficies of four thousand seven hundred and four feet.

2a. The lot number two hundred and thirteen on the aforesaid official plan and book of reference, parish of Saint Rémi, which is more fully described as follows:

Bounded in front to the southeast by the division line of the parish of Saint Rémi, in depth to the northwest, by lots numbers one hundred and twenty five and one hundred and twenty six of the said cadastre, on one side to the northeast by lot number two hundred and twelve of the said cadastre, and on the other side, to the southwest, by number two hundred and fourteen of the said cadastre, containing three arpents and three perches in width and eight arpents in depth, forming twenty six arpents and forty perches in superficies.

Items 1, 1a and 2a, form together a farm containing about fifty three arpents—without buildings.

2. The said lot number sixty eight, being of irregular outline, bounded in front to the northeast, by Saint Sacrement Street, in depth, to the southwest, by lots numbers sixty one, sixty three and sixty seven of the aforesaid cadastre, on one side to the northwest, by number sixty seven of said cadastre and by the public road, and finally, on the other side, to the southeast, by numbers sixty nine and seventy of said cadastre, containing ten thousand seven hundred and four feet in superficies. Less, however, the part sold to Doctor André Hébert, and bounded, the part sold, on the northwest by the residue of said lot No. 68, to the southwest by N. Longtin, to the southeast by the said André Hébert and to the northeast by the said Sieur Hébert and partly by Dame T. Rhéaume, being all the part of said lot No. 68 situate on the southeast of a line prolonging that which forms the division line between No. 69 and the fore part of lot No. 68—with the buildings thereon erected.

3. Part of lot number one hundred and fifty seven (157) of said cadastre, containing fifty feet in width on the continuation of Perras Street, ninety feet in length in the northwest line, from the fence which is in front of the said land, eighty feet in width in rear, that is to say in the northeast line and one hundred and ten feet in depth, in the southeast line, English measure; bounded in front by the continuation of Perras Street, in rear and on one side to the northwest by Joseph Vanchesteing and to the southeast by the Grand Trunk Company—with the buildings thereon erected.

The adjudication will be made to the highest bidder and the price of sale shall be cash.

This sale is made pursuant to the Bankruptcy Act, as hereabove, and has the effect of a sheriff's sale.

WILFRID DAMPHOUSSE,
Trustee.

Montreal, August 17, 1926.
Office: 426 Power Building,
Tel. Plat. 1211, Montreal.

3958

Vente par licitation

Sale by licitation

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 318.

Avis est par les présentes donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le seizième jour de juillet 1926, dans une cause dans laquelle Delle Valérie Lachaine, des cité et district de Montréal, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, et Orphyre Lachaine, employé civil, des cité et district de Montréal, maintenant décédé, et L.-A. Bédard, député-prothonotaire, Cour Supérieure, Montréal, curateur à la succession de Orphyre Lachaine, le défendeur, et en cette qualité, défendeur en reprise d'instance; ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir:

Un emplacement situé sur l'Avenue du Sacré-Cœur, dans la paroisse du Sault-au-Récollet, connu sous les numéros quatre-vingt-dix-huit et quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent vingt-cinq (225-98 et 99), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant, le dit emplacement, cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Un lot de terre vacant, faisant front sur la rue Sainte-Catherine, en la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, connu sous le numéro cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198-123), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, contenant trente pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Un lot de terre vacant, situé au coin des rues Saint-Emile et Marcell, en la paroisse de la Longue-Pointe, connu et désigné sous le numéro six cent quatre-vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-seize (684-396), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, contenant, le dit lot, vingt-neuf pieds de largeur par quatre-vingt-trois pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le JEUDI, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE (1926), Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, en la cité de Montréal, à DIX heures et TRENTE minutes du matin, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, août 19, 1926.

Le procureur de la demanderesse,
4005—35-2 J.-E.-C. BUMBRAY.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 318.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, on the sixteenth day of July 1926, in a cause in which Miss Valerie Lachaine, of the city and district of Montreal, stenographer, spinster, and using of her rights, and Orphyre Lachaine, civil employee, of the city and district of Montreal, now deceased, and L. A. Bédard, deputy-prothonotary of the Superior Court of Montreal, curator to Orphyre Lachaine's Estate, in his quality, defendant *en reprise d'instance*, ordering the licitation and sale of certain immovables described as follows, to wit:

An emplacement, situated on Avenue du Sacré Cœur, in the parish of Sault au Récollet, known as numbers ninety eight and ninety nine of the official subdivision of the original lot number two hundred and twenty five (225-98 and 99) of the official cadastre of the parish of Sault au Récollet, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less—the buildings thereon erected.

A vacant lot facing on Sainte Catherine Street, in the parish of Pointe aux Trembles, known as number one hundred and twenty three of the official subdivision of the original lot number one hundred and ninety eight (198-123) of the official cadastre of the parish of Pointe aux Trembles, containing thirty feet in width by ninety two feet in depth, English measure, more or less.

A vacant lot situated corner of Saint Emile and Marcell Streets, in the parish of Longue Pointe, known and designated as number six hundred and eighty-four of the original lot number three hundred and ninety six (684-396) of the official cadastre of the parish of Longue Pointe, containing, the said lot, twenty nine feet in width by eighty three feet in depth, English measure, more or less.

The immovables above described will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, on THURSDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER next (1926), sitting the Court, in the Court room of the Court House, at Montreal, at TEN THIRTY o'clock before noon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, August 19, 1926.

J. E. C. BUMBRAY,
4006—35-2 Plaintiff's Attorney.

VENTES PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } THEOPHILE BEAU-
No 129. } DOIN, demandeur; vs ELI FORTIER, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un terrain de la contenance d'environ 4½ arpents de front sur la profondeur du rang, connu et désigné comme étant le lot No 6A du cadastre officiel pour le 3e rang du canton de Thetford—avec les bâtisses y érigées.

2. Un autre terrain de la contenance d'environ 130 acres en superficie, connu et désigné comme étant le lot No 3 du 15e rang, du cadastre officiel du canton de Leeds et joignant le lot No 4 dudit rang—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus, suivant autorisation de la cour, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antoine-de-Pontbriand, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain (1926), à MIDI.

Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 2 septembre 1926.
[Première publication, 4 septembre 1926]
4099—36-2

BREF DE VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } THOMAS BUTEAU,
No 91. } ET AL, demandeurs;
vs JOS.-ALBERT ALLUISI, défendeur.

Un emplacement situé au sud de la rue Saint-Henri, dans la ville de Victoriaville, contenant environ 90 pieds de front; borné en front par ladite rue Saint-Henri, en profondeur par Edmond Lambert et Joseph Godin, ou représentants, du côté nord par Hormisdas Thibodeau, ou représentant, et de l'autre côté par Léon Labelle—avec bâtisse y érigée, et connu et désigné au cadastre officiel de la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, comme faisant partie du lot No 454; la vente à être faite sujette au paiement de la rente foncière et annuelle de \$20.00, payable le 1er mai à J.-Ena Auger.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire-d'Arthabaska, (Victoriaville), le SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain (1926), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, P. Q., 1er septembre 1926.
[Première publication, 4 septembre 1926]
4101—36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.
Arthabaska, à savoir: } F.-X. CAUCHON, de-
No 2071-76. } mandeur; vs JOSEPH NOEL, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans la paroisse de Sainte-

SHERIFF'S SALES
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } THEOPHILE BEAU-
No. 129. } DOIN, plaintiff;
vs ELI FORTIER, defendant.

As belonging to said defendant:

1. A piece of land, containing about 4½ arpents in front by the depth of the concession, known and designated as being the lot No 6A of the official plan and book of reference for the 3rd range of the township of Thetford—with the buildings thereon erected.

2. Another piece of land, containing about 130 acres of land in superficies, known and designated as being the lot No 3 of the 15th range of the official plan and book of reference for the township of Leeds and adjoining the lot No 4 of the said range—with the buildings thereon erected.

To be sold according to an order of the Court, at the parochial church door of Saint Antoine de Pontbriand, on the FIFTH day of OCTOBER next (1926), at TWELVE o'clock, (noon).

Sheriff's office. J. E. GIROUARD, Sheriff.
Arthabaska, 2nd of September 1926.
[First publication, September 4, 1926]
4100—36-2

WRIT OF VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } THOMAS BUTEAU,
No. 91. } ET AL, plaintiffs;
vs JOS. ALBERT ALLUISI, defendant.

An emplacement situated on the south side of Saint Henri Street, in the town of Victoriaville, containing about 90 feet in front; bounded in front by said Saint Henri Street, in depth by Edmond Lambert and Joseph Godin, or representatives, on the north side by Hormisdas Thibodeau, or representative, and on the other side by Léon Labelle—with building thereon erected, and known and designated upon the official plan and book of reference of that part of the township of Arthabaska forming the parish of Sainte-Victoire, as forming part of lot No. 454; such sale to be made subject to the payment of the yearly ground rent of \$20.00, payable on the 1st of May unto J. Ena Auger.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire d'Arthabaska, (Victoriaville), on the SIXTH day of OCTOBER next, (1926), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. J. E. GIROUARD, Sheriff.
Arthabaska, 1st of September, 1926.
[First publication, 4th September, 1926]
4102—36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.
Arthabaska, to wit: } F. X. CAUCHON,
No. 2071-76. } plaintiff; vs JOSEPH NOEL, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land situated in the parish of Sainte-

Anastasié-de-Nelson, contenant environ cinq arpents de large sur la profondeur de la concession, connue et désignée comme étant le lot No 17A et partie du lot No 17B, du 6e rang du cadastre officiel du canton de Nelson; bornée des deux bouts par les cordons des rangs, au nord-est par la route séparant la dite terre de celle de Gédéon Dubuc et au sud-ouest par Joseph Gagné—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anastasié-de-Nelson, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain (1926), à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 30 août 1926.
[Première publication, 4 septembre 1926]
4103—36-2

Anastasié de Nelson, containing about five arpents in width by the depth of the concession, known and designated as being the lot No 17A and part of lot No 17B, of the 6th range of the official plan and book of reference for the township of Nelson; bounded at both ends by the concession lines, on the north east by the by-road between the said piece of land from the one belonging to Gedeon Dubuc, and on the south-west by Joseph Gagné—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anastasié de Nelson, on the SEVENTH day of OCTOBER next (1926), at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office. Sheriff.
Arthabaska, 30th of August, 1926.
[First publication, September 4, 1926]
4104—36-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, }
Province de Québec, } **F**RANK HULBURD,
No 819. } du village de
Cowansville, district
de Bedford, commerçant, demandeur; vs GEORGE TRITES, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

Le lot numéro quatre-vingt-douze (92), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Cowansville, district de Bedford.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose-de-Lima, dans le village de Sweetsburg, dit district, le SIXIEME jour du mois d'OCTOBRE 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 28 août 1926. 4077—36-2
[Première publication, le 4 septembre, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, }
Province de Québec, } **N**APOLÉON LANGE-
District de Bedford, } **V**IN, de la partie
Cour Supérieure, } est du canton de Farn-
No 987. } ham, cultivateur, deman-
deur; vs JOSEPH DU-

PRÉ, de Holyoke, dans l'état du Massachusetts, l'un des États-Unis d'Amérique, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Tous les droits, intérêts et prétentions dudit défendeur dans certains lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Granby, dit district, comme étant les lots numéros deux cent soixante-neuf (269) et deux cent soixante-seize (276), tels qu'indiqués dans un certain acte passé devant Louis-Fortunat Noiseux, notaire public, de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, le 7 janvier 1911, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Shefford, le 12 janvier 1911, dans le registre B, volume 86, numéro 62644.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Granby, dans le canton de Granby, dit district, le SEP-

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Canada, }
Province of Québec, } **F**RANK HULBURD,
No. 819. } of the Village of
Cowansville, district
of Bedford, trader, plaintiff; vs GEORGE TRI-
TES, of the same place, defendant.

As belonging to defendant:

Lot number ninety two (92), of the official cadastral plan, and in the book of reference of the Village of Cowansville, district of Bedford.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Rose de Lima, in the village of Sweetsburg, said district, on the SIXTH day of OCTOBER, 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., August 28, 1926. 4078—36-2
[First publication, September 4, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, }
Province of Québec, } **N**APOLÉON LANGE-
District of Bedford, } **V**IN, of the east
Superior Court, } part of the township of
No. 987. } Farnham, farmer, plain-
tiff; vs JOSEPH DU-

PRE, of Holyoke, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, defendant.

As belonging to defendant:

All the rights, interests and pretensions of said defendant in those certain lots of land known and designated, upon the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Granby, said district, as lots numbers two hundred and sixty nine (269), and two hundred and seventy six (276), as indicated by a certain deed passed before Louis Fortunat Noiseux, notary public, of Saint Césaire, district of Saint Hyacinthe, on the seventh day of January, 1911, and enregistré at the Registry Office of the county of Shefford, on the twelfth day of January, 1911, Register "B", volume 86, number 62644.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Alphonse de Granby, in the township of Granby, said district, on the SEVENTH

TIEME jour d'OCTOBRE 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 31 août 1926.
[Première publication, 4 septembre 1926]
4117—36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, }
Province de Québec, } DAME SARAH-EM-
District de Bedford, } MA ASHTON,
Cour Supérieure, } veuve de feu William-
No 944. } H. Woolley, en son
ville de Waterloo, dans le district de Bedford, }
demanderesse; vs EUGENE SANSREGRET, }
de la cité et du district de Montréal, défendeur, }
et LOUIS-C. GODBOUT, notaire, de la dite }
ville de Waterloo, curateur au délaissement. }

Comme appartenant au défendeur et entre les mains du dit curateur:

Les lots numéros deux cent vingt-cinq (225), deux cent vingt-huit (228), trois cent un (301), et trois cent dix-neuf (319), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton d'Ely, dans le district de Bedford.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph-d'Ely-de-Valcourt, dans le canton d'Ely, district de Bedford, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 7 juillet 1926.
[Première publication, 14 août 1926]
3869—33-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, }
Province de Québec, } CHARLES ARTHUR
District de Bedford, } BORIGHT, de
Cour Supérieure, } Newport, dans l'état
No 985. } de Vermont, l'un des
Etats-Unis d'Amé-
rique, employé de douane, et JAY-C. MASSEY, }
de Dunville, dans la province d'Ontario, magistrat, }
en leurs qualités d'exécuteurs conjoints du der- }
nier testament de feu James-Edward Millar, en }
son vivant du canton de Dunham, dans le dit }
district de Bedford, cultivateur, demandeurs; }
vs DAME MARTHA-ELISABETH ROYEA, }
alias RAY, veuve de feu Israel-B. Shepard, en son }
vivant du canton de Brome, dans le dit district, }
cultivateur, étant elle-même aussi du dit canton }
de Brome, défenderesse. }

Comme appartenant à la défenderesse:

Une certaine terre, située dans le canton de Brome, district de Bedford, composée de deux lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Brome, comme étant les lots numéros quatre cent trente-six et quatre cent trente-sept (436, 437), contenant cent cinquante-neuf acres, plus ou moins.

Pour être vendue en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Edouard-de-Knowlton, dans le village de Knowlton, district de Bedford, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 7 juillet 1926.
[Première publication, 14 août 1926]
3871—33-2

day of OCTOBER, 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Que., August 31st, 1926. Sheriff.
[First publication, 4th September, 1926]
4118—36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, }
Province of Quebec, } DAMESARAH EMMA
District of Bedford, } ASHTON, widow
Superior Court, } of the late William
No. 944. } H. Woolley, in his life-
town of Waterloo, in the district of Bedford, }
plaintiff; vs EUGENE SANSREGRET, of the }
city and district of Montreal, defendant, and }
LOUIS C. GODBOUT, notary, of the said town }
of Waterloo, curator to the *délaissement*. }

As belonging to defendant and in the hands of said curator:

Lots numbers two hundred and twenty five (225), two hundred and twenty eight (228), three hundred and one (301), and three hundred and nineteen (319), of the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Ely, in the district of Bedford.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of the parish of Saint Joseph d'Ely de Valcourt, in the township of Ely, district of Bedford, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Que., July 7th, 1926. Sheriff.
[First publication, August 14, 1926]
3870—33-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, }
Province of Quebec, } CHARLES ARTHUR
District of Bedford, } BORIGHT, of
Superior Court, } Newport, in the state
No. 985. } of Vermont, one of
the United States of
America, custom employée, and JAY C. MAS- }
SEY, of Dunville, in the Province of Ontario, }
magistrate, in their quality of joint executors }
under the last will and testament of the late }
James Edward Millar, in his lifetime of the }
township of Dunham, in the said district of }
Bedford, farmer, plaintiffs; vs DAME MARTHA }
ELISABETH ROYEA, alias RAY, widow of the }
late Israel B. Shepard, in his lifetime of the }
township of Brome, in said district, farmer, she }
also being of the said township of Brome, de- }
fendant. }

As belonging to defendant:

That certain farm, située in the township of Brome, district of Bedford, composed of two lots of land known and designated, upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brome, as lots numbers four hundred and thirty six, and four hundred and thirty seven, (436, 437), containing one hundred and fifty nine acres, more or less.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of the parish of Saint Edouard de Knowlton, in the village of Knowlton, district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Que., July 7th, 1926. Sheriff.
[First publication, August 14, 1926]
3872—33-2

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ELZEAR LEVES-
 District de Chicoutimi, } QUE, avocat, de
 No 184. } Chicoutimi, deman-
 deur; vs DAME CHRISTINE PERRON, épou-
 se séparée de biens de Harold Nelson, ci-devant
 de Jonquière et maintenant de la Californie,
 l'un des Etats-Unis d'Amérique, et MADEMOI-
 SELLE BLANCHE PERRON et MADE-
 MOISELLE ANAIS PERRON, toutes deux de
 Kénogami, filles majeures usant de leurs droits,
 défendeurs.

a. Le tiers indivis d'un certain lopin de terre
 longeant les terrains de la Cie de Pulpe de Jon-
 quière; borné vers le nord par le cordon divisant
 les rangs quatre et trois du dit canton, à l'ouest
 par le lot cadastral (No. 20-1), au sud, par le lot
 cadastral No. 20-2, et à l'est par le terrain de
 Monsieur Godfroy Boisvert ou représentants,
 connu et désigné au cadastre officiel du canton de
 Jonquière comme formant partie du lot numéro
 vingt-trois (No 23), dans le rang quatre du dit
 canton—sans bâtisse;

b. Le tiers indivis d'un certain terrain faisant
 partie du lot connu et désigné au cadastre offi-
 ciel du canton Kénogami sous le numéro trente-
 quatre (ptie No 34) du rang nord du chemin
 Kénogami, sud-est, mesurant environ deux cent
 cinquante pieds carrés et borné vers le nord par
 un chemin, vers l'ouest par le lot cadastral No
 33, et de tous les autres côtés par le terrain de M.
 Stanislas Vaillancourt ou représentants—avec
 ensemble le moulin à scie qui s'y trouve et ses
 accessoires.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jon-
 quière, MARDI, le QUATORZIEME jour de
 SEPTEMBRE prochain (1926), à DIX heures de
 l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, ce neuvième jour d'août 1926.

[Première publication, 14 août 1926]

3855—33-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ELZEAR LEVES-
 District of Chicoutimi, } QUE, advocate,
 No. 184. } of Chicoutimi, plain-
 tiff; vs DAME CHRISTINE PERRON, wife
 separated as to property of Harold Nelson, here-
 tofore of Jonquière and now of California, one of
 the United States of America, and BLANCHE
 PERRON and ANAIS PERRON, both of
 Kénogami, spinsters in the exercise of their rights,
 defendants.

a. The undivided third of a certain parcel of
 land running along the lands of the Cie de Pulpe
 de Jonquière; bounded on the north by the line
 dividing the ranges four and three of the said
 township, on the west by cadastral lot No. 20-1,
 on the south by cadastral lot No. 20-2, and on
 the east by the land of Godfroy Boisvert or repre-
 sentatives, known and designated on the official
 cadastre of the township of Jonquière as forming
 part of lot number twenty three (No. 23), in range
 four of the said township—without building;

b. The undivided third of a certain lot of land
 forming part of the lot known and designated,
 on the official cadastre of the township of Ken-
 ogami, under the number thirty four (Pt. No. 34)
 of the range north of the Kenogami road, south-
 east, measuring about two hundred and fifty
 square feet, and bounded on the north by a road,
 on the west by cadastral lot No. 33, and on all
 the other sides by the land of Stanislas Vaillan-
 court or representatives— together with the
 sawmill thereon and its accessories.

To be sold at the church door of Jonquière,
 on TUESDAY, the FOURTEENTH day of
 SEPTEMBER next, 1926, at TEN o'clock in
 the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office.

Sheriff.

Chicoutimi, this ninth day of August, 1926.

- [First publication, August 14, 1926]

3856—33-2

HULL

HULL

Dans la Cour Supérieure.—District de Hull.—
Province de Québec.

No 7221. } ANASTASE ROY, marchand
 général, du canton de
 Maniwaki, district de Hull, demandeur; vs
 PATRICK BRITT, ci-devant du canton de
 Maniwaki, et actuellement des cité et district
 de Hull, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des
 immeubles saisis dans la présente cause, qui
 devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le
 sixième jour d'octobre 1924, aura lieu le VINGT-
 QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain,
 à UNE heure de l'après-midi (heure solaire), au
 bureau d'enregistrement, à Hull.

Le shérif,

Bureau du shérif.

I. ST-PIERRE.

Hull, 28 août 1926.

4119

In the Superior Court.—District of Hull.—
Province of Quebec.

No. 7221. } ANASTASE ROY, general
 merchant, of the township
 of Maniwaki, district of Hull, plaintiff; vs
 PATRICK BRITT, heretofore of the township
 of Maniwaki and now of the city and district of
 Hull, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the
 immovables seized in the present cause, which
 was to take place at ten o'clock in the forenoon,
 the sixth day of October, 1924, will be held the
 TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER
 next, at ONE o'clock in the afternoon (Standard
 Time), at the Registry Office, at Hull.

I. ST. PIERRE,

Sheriff's office.

Sheriff.

Hull, August 28th, 1926.

4120

IBERVILLE

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } JOSEPHINE ETHIER,
No 570. } fille majeure et usant
de ses droits, de la paroisse de Saint-Valentin,
district d'Iberville, demanderesse; vs JOSEPH
JOLICŒUR, ci-devant cultivateur, de la paroisse
de Saint-Joseph-de-Chambly, district de Mont-
réal, maintenant de Lacadie, P. Qué., district
d'Iberville, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-
Blaise, ayant une superficie d'environ cent qua-
rante arpents, plus ou moins, et connue et dési-
gnée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels
de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blair-
findie, district d'Iberville, sous le lot numéro
quarante (No 40)—avec toutes les bâtisses des-
sus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Blaise, district d'Iber-
ville, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE pro-
chain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 28 août 1926.

[Première publication, 4 septembre 1926]
4093—36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } AMOS HAMEL, de
No 951. } la ville d'Iberville,
district d'Iberville, demandeur; vs OSCAR JOU-
BERT, du même lieu, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un lopin de terre situé dans la ville d'Iberville,
faisant partie du lot No 230 des plan et livre de
renvoi officiels de ladite ville d'Iberville—avec
les bâtisses dessus construites. Cette partie dudit
lot qui mesure cinquante pieds anglais de largeur
en front, le long de la cinquième Avenue, sur la
profondeur de cent quarante pieds anglais, est
bornée en front vers le nord par la cinquième
Avenue, vers l'est et vers le sud au reste dudit
lot No 230, appartenant à Dame Laura Thuot
ou représentants, et vers l'ouest par une partie
dudit lot No 230, appartenant à ladite vende-
resse ou représentants, le tout plus ou moins.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Athanase, (en la ville d'Iber-
ville), district d'Iberville, le SIXIEME jour
d'OCTOBRE prochain (1926), à DIX heures de
l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 30 août 1926. 4113—36-2

[Première publication, 4 septembre 1926]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de magistrat.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } LA CORPORATION
No 6686. } DU CANTON
ARAGO, corps politique et incorporé, ayant sa

IBERVILLE

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } JOSEPHINE ETHIER,
No. 570. } spinster and in the
full exercise of her rights, of the parish of Saint
Valentin, district of Iberville, plaintiff; vs
JOSEPH JOLICŒUR, heretofore farmer, of the
parish of Saint Joseph de Chambly, district of
Montreal, now of Lacadie, P. Q., district of
Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm lying and situate in the parish of Saint
Blaise, having a superficies of about one hundred
arpents, more or less, and known and designated
on the official plan and book of reference of the
parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, dis-
trict of Iberville, under number forty (40)—with
all the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church
of the parish of Saint Blaise, district of Iber-
ville, on the FIFTH day of OCTOBER next,
(1926), at TEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff's office.

Saint John's, August 28th, 1926.

[First publication, September 4, 1926]

4094—36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns', to wit: } AMOS HAMEL, of
No. 951. } the town of Iber-
ville, district of Iberville, plaintiff; vs OSCAR
JOURBERT, of the same place, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

A parcel of land situate in the town of Iber-
ville, forming part of lot No. 230 of the official
plan and book of reference of the said town of
Iberville—with the buildings thereon erected
That part of said lot which measures fifty feet
in width in front, English measure, along Fifth
Avenue, by the depth of one hundred and forty
feet, English measure, is bounded in front to the
north by Fifth Avenue, to the east and to the
south, to the residue of said lot No 230 belong-
ing to Dame Laura Thuot or representatives, and to
the west by part of said lot No. 230, belonging
to said vendor or representatives, the whole more
or less.

To be sold at the door of the church of the
parish of Saint Athanase, (in the town of Iber-
ville), district of Iberville, the SIXTH day of
OCTOBER next, (1926), at TEN o'clock in the
forenoon.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff's office.

Saint Johns', August 30th, 1926.

[First publication, 4th September, 1926]

4114—36-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } THE CORPORA-
No. 6686. } TION OF THE
TOWNSHIP ARAGO, a body politic and corpo-

principale place d'affaires dans la municipalité du Canton Arago, comté de l'Islet, demanderesse; contre CHARLES LECOURS, de la paroisse de l'Islet, défendeur, et J.-LUDGER TARDIF, ès-qualité, de la cité de Québec, mis-en-cause.

1. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt et un (21), vingt-quatre (24), trente-huit (38), trente-neuf (39) et trente-cinq (35) du cadastre du premier rang du canton Arago.

A distraire du lot numéro trente-cinq (35) les droits de Jos. Pelletier suivant ses titres.

Ces cinq (5) lots seront mis en vente et adjugés séparément.

2. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-quatre (34) du cadastre du deuxième rang du canton Arago.

3. La partie nord (un demi-lot, 50 acres) du lot de terre numéro quarante-huit (48) du cadastre du troisième rang du canton Arago—avec moulin construit sur la partie sud du dit lot numéro quarante-huit (48)—circonstances et dépendances.

4. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-huit (18) du cadastre du cinquième rang du canton Arago.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Marcel, du canton Arago, MERCREDI, le QUINZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 10 août 1926.
[Première publication, 14 août 1926]
3867—33-2

rate with its principal place of business in the municipality of the township Arago, county of l'Islet, plaintiff; against CHARLES LECOURS, of the parish of l'Islet, defendant, and J. LUDGER TARDIF, ès-qualité, of the city of Quebec, mis-en-cause.

1. The lots of land known and designated under the numbers twenty one (21), twenty four (24), thirty eight (38), thirty nine (39) and thirty five (35), on the cadastre of the first range of the township Arago.

To be withdrawn from lot number thirty five (35) the rights of Jos. Pelletier according to his titles.

These five lots shall be put up for sale and sold separately.

2. The lot of land known and designated under the number thirty four (34), on the cadastre of the second range of the township Arago.

3. The north part (one half lot, 50 acres) of the lot of land number forty eight (48), on the cadastre of the third range of the township Arago—with mill erected on the south part of the said lot number forty eight (48), circumstances and dependencies.

4. The lot of land known and designated under the number eighteen (18), on the cadastre of the fifth range of the township Arago.

To be sold at the parochial church door of Saint Marcel of the township Arago, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, August 10, 1926.
[First publication, August 14, 1926]
3868—33-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DEMOISELLES BLAN-
No 7061. } DINE GUERIN et
MARIE GUERIN, toutes deux filles majeures,
demandereses; vs ROCH FAVREAU, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Constant, concession Ste-Catherine, contenant environ quatre-vingt-six arpents en superficie, plus ou moins; tenant d'un bout au chemin public, de l'autre côté à Joseph Barbeau et Thomas Leduc, d'un côté à Domina Patenaude et Jean-Baptiste Barbeau et de l'autre côté à Louis-de-Gonzague Laplante—avec les bâtisses dessus construites, connue et désignée sous le numéro cent soixante-sept (167) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Constant, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 1er septembre 1926. 4133—36-2
[Première publication, le 4 septembre 1926]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISSES BLANDINE
No. 7061. } GUERIN and MA-
RIE GUERIN, both spinsters, plaintiffs; vs
ROCH FAVREAU, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Constant, concession of Sainte Catherine, containing about eighty six arpents in superficies, more or less; bounded at one end by the public road, on the other side by Joseph Barbeau and Thomas Leduc, on one side by Domina Patenaude and Jean Baptiste Barbeau, and on the other side by Louis de Gonzague Laplante—with all the buildings thereon erected, known and designated under number one hundred and sixty seven (167) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Constant.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Constant, the SEVENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, September 1, 1926. 4134—36-2
[First publication, September 4, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA BANQUE CANADIENNE DE COMMERCE**, corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef en la cité de Toronto, en la province d'Ontario, et ayant un bureau en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs **FLORENCE GOURLEY**, veuve de feu Thomas Jones, défenderesse.

Un lot de terre situé à Rosedale, en la ville d'Outremont, portant le numéro 304 de la subdivision officielle du lot No 33, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant 30 pieds de largeur sur 80 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par la rue Querbes—avec la maison lambrissée en brique sus-érigée.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **HUITIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**.
Montréal, le 1er septembre 1926. 4135—36-2
[Première publication, le 4 septembre 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME EVA-L. SIMON**, No 4863. } épouse de Louis Silver, et dûment autorisée par sondit époux aux fins des présentes, demanderesse; vs **SOLOMON KUPCHIK**, défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-André, de la cité de Montréal, contenant quatre-vingt-cinq pieds et deux pouces, mesure anglaise, de largeur en front sur la rue Quibier (maintenant rue Tupper) quatre-vingt-cinq pieds quatre pouces, mesure anglaise, de largeur en arrière, sur soixante-quatorze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure française; borné en front au nord-ouest par ladite rue Tupper, en arrière au sud-est par partie de la subdivision N du lot numéro mille six cent vingt-huit (1,628), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, d'un côté au sud-ouest par la rue Fort, et de l'autre côté au nord-est par la propriété de George R. Locker ou représentants; ledit lot ci-dessus décrit étant composé des trois parties de lots suivantes, savoir:

1. Cette partie du lot de subdivision No J dudit lot numéro mille six cent vingt-huit (1628j); bornée comme suit: en front au nord-ouest par ladite rue Tupper, en arrière au sud-est par la partie du lot de subdivision No K dudit lot No 1628 ci-après décrite, d'un côté au sud-ouest par ladite rue Fort, et de l'autre côté au nord-est par ladite propriété Locker, et contenant environ quatre-vingt-cinq pieds et deux pouces, mesure anglaise, de largeur sur ladite rue Tupper sur une profondeur de vingt-trois pieds et neuf pouces, mesure française et plus ou moins;

2. Cette partie du lot de subdivision No K dudit lot mille six cent vingt-huit (1628k), immédiatement à l'arrière du lot ci-dessus en dernier lieu décrit et bornée comme suit: au nord-ouest par le dit lot de terre ci-dessus en dernier lieu décrit, au sud-est par le lot ci-après décrit et d'un côté au sud-ouest par ladite rue Fort, et de l'autre côté au nord-est par ladite propriété Locker, et contenant environ quatre-vingt-cinq pieds et trois pouces, mesure anglaise, de largeur sur une profondeur de quarante-six pieds et trois pouces sur ladite rue Fort, mesure française, plus ou moins, et

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **CANADIAN BANK OF COMMERCE**, a body politic duly incorporated, having its head office in the city of Toronto, in the Province of Ontario, and having an office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **FLORENCE GOURLEY**, widow of the late Thomas Jones, defendant.

A lot of land situate at Rosedale, in the town of Outremont, bearing the number 304 of the official subdivision of lot No. 33, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing 30 ft. in width by 80 ft. in depth, English measure and more or less, and bounded in front by Querbes Street—with the brick encased house thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **EIGHTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, **Sheriff**.
Montreal, September 1st, 1926. 4136—36-2
[First publication, September 4, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME EVA L. SIMON**, No. 4863. } wife of Louis Silver, and duly authorized by her said husband for the purpose of these presents, plaintiff; vs **SOLOMON KUPCHIK**, defendant.

A lot of land situate and being in the Saint Andrewward, of the city of Montreal, containing eighty five feet two inches, English measure, in width in front on Quibier Street, (now called Tupper Street), eighty five feet four inches, English measure, in width in rear by seventy four feet in depth, more or less, French measure; bounded in front to the northwest by said Tupper Street, in rear to the southeast by part of subdivision N of lot number sixteen hundred and twenty eight (1628), on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward, on one side to the southwest by Fort Street and on the other side to the northeast by property of George R. Locker or representatives; the said above described lot being composed of the three following portions of lots, namely:

1. That portion of subdivision lot number J of said lot number sixteen hundred and twenty eight (1628j) which is bound as follows: In front to the northwest by said Tupper Street, in rear to the southeast by the portion of subdivision lot K of said lot No. 1628 next described, on one side to the southwest by said Fort Street, and on the other side to the northeast by said Locker property, and containing about eighty five feet two inches, English measure, in width on said Tupper Street by a depth of twenty three feet nine inches, French measure, more or less;

2. That portion of subdivision lot number K of said lot number sixteen hundred and twenty eight (1628k), immediately in rear of the lot last described and bounded as follows: to the northwest by the said last described lot, to the southeast by the lot next described and on one side to the southwest by said Fort Street, and on the other side to the northeast by said Locker property, and containing about eighty five feet three inches, English measure, in width by a depth of forty six feet three inches on said Fort Street, French measure, more or less, and

3. Cette partie du lot de subdivision N dudit lot numéro mille six cent vingt-huit (1628n) qui est immédiatement à l'arrière dudit lot en dernier lieu décrit, et bornée comme suit: au nord-ouest par le lot en dernier lieu décrit, au sud-est par une autre partie du lot de subdivision No N, maintenant la propriété de Lord Stratheona, d'un côté au sud-ouest par ladite rue Fort et de l'autre côté au nord-est par ladite propriété Locker et contenant quatre-vingt-cinq pieds et quatre pouces, mesure anglaise, de largeur par quatre pieds de profondeur sur ladite rue Fort, mesure française et plus ou moins;

Avec la maison de rapport sus-érigée ayant front sur ladite rue Fort, portant le numéro civique cinquante-cinq de ladite rue Fort, et une maison de rapport récemment construite, ayant front sur la rue Tupper et portant le numéro civique neuf cent vingt-six (No 926) de ladite rue, avec droit de mitoyenneté dans le mur de pignon sud-est de la maison de rapport ayant front sur la rue Fort, lequel mur est en commun. Avec l'usage en commun avec d'autres y ayant droit des ruelles le long de la propriété dudit Locker en arrière, et dans celle conduisant à la rue Tupper susdite, telles que clôturées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 1er septembre 1926. 4137—36-2
[Première publication, 4 septembre 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montréal.

Montréal, à savoir: } THE MONTREAL
No 3931. } LOAN & MORT-
GAGE COMPANY, demanderesse; vs GEORGE
DANCE HARPER, tant personnellement qu'en
sa qualité de curateur aux biens de son frère
John Harper, maintenant absent de la province
de Québec, ET AL, défendeurs.

Une portion étant la partie de front centrale du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, sous le numéro vingt-cinq (ptie 25), de figure irrégulière, mesurant vingt et un pieds de largeur sur la rue Saint-Urbain, et vingt et un pieds six pouces sur la ruelle en arrière dudit lot, sur une profondeur de cent vingt-deux pieds, y compris ladite ruelle, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et bornée en front au nord-est par la rue Saint-Urbain, en arrière au sud-ouest par partie dudit lot numéro vingt-cinq, du côté sud-est par une autre partie du même lot numéro vingt-cinq, maintenant connue comme étant la subdivision numéro trois dudit lot, et du côté nord-ouest par une autre partie dudit lot numéro vingt-cinq—avec la maison en brique sus-érigée, portant autrefois le numéro civique 492 de ladite rue Saint-Urbain, et maintenant le numéro 760 de ladite rue, et les hangars sus-érigés, avec aussi droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans ladite ruelle.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 1er septembre 1926. 4139—36-2
[Première publication, 4 septembre 1926]

3. That portion of subdivision lot N of said lot number sixteen hundred and twenty eight (1628n) which is immediately in rear of said last described lot and bounded as follows: To the northwest by said last described lot, to the southeast by another portion of subdivision lot No. N, now the property of Lord Stratheona, on one side to the southwest by said Fort Street, and on the other side to the northeast by said Locker property, and containing eighty five feet four inches, English measure, in width by four feet in depth on said Fort Street, French measure, and more or less.

With the apartment house thereon erected fronting on said Fort Street, known as civic number fifty five in said Fort Street, and a recently erected apartment house fronting on Tupper Street and bearing the civic number nine hundred and twenty six (926) in said street, with the right of *mitoyenneté* in the southeast gable wall of the apartment house which fronts on Fort Street, which wall is in common. With the use in common with others having rights therein in the lanes along the property of said Locker in rear, and in that leading to Tupper Street aforesaid, as now fenced off.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, September 1st, 1926. 4138—36-2
[First publication, 4th September, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Montréal, to wit: } THE MONTREAL LOAN
No. 3931. } & MORTGAGE COM-
PANY, plaintiff; vs GEORGE DANCE HAR-
PER, both personally and in his quality of
curator to the property of his brother John
Harper, now absent from the Province of Quebec,
ET AL, defendants.

A portion, being the middle or centre front part, of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, by the number twenty five (pt. 25), being of an irregular figure and measuring twenty one feet in width at Saint Urbain Street, and twenty one feet six inches at the lane in the rear of the said lot, by a depth of one hundred and twenty two feet, including the said lane, the whole English measure, and more or less, without any warranty as to precise measurement, and bounded in front on the northeast by Saint Urbain Street, in rear on the southwest by part of said lot number twenty five, on the southeast side by another portion of said lot number twenty five, now being known as subdivision three thereof, and on the northwest side by another part of said lot number twenty five—with the brick house thereon erected formerly known as civic number 492 of said Saint Urbain Street, now being civic number 760 of said street, and the sheds erected thereon, with also the right of way in common with others having or who may have such right in and over the said lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, September 1st, 1926. 4140—36-2
[First publication, 4th September, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } H. -A. BELL, deman-
No 747. } deur; vs J.-A. FEC-
TEAU ET AL, défendeurs.

Comme appartenant à J.-A. Fecteau, l'un des défendeurs:

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la Première avenue, connu et désigné sous le numéro mille cinq cent quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-1596), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de la Côte de la Visitation—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 août, 1926. 3859—33-2
[Première publication, 14 août 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE LACHI-
No 8829. } NE, demanderesse;
vs JOSEPH LARCHEVEQUE, défendeur.

Les lots de terre Nos 2 et 3 de la subdivision officielle du lot No 56 de la subdivision du lot No 181 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue Notre-Dame, dans la cité de Lachine—sans bâtisse (181-56-2 et 3).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 août 1926. 3861—33-2
[Première publication, 14 août 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ABRAHAM-M. VINE-
No 3912. } BERG, demandeur;
vs DAME MATHILDA PEARSON, épouse sé-
parée de biens de Michael-J. Frawley, et par son
dit-époux, dûment autorisée aux fins des présen-
tes, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Sanguinet, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro 684, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, ayant une largeur de 47 pieds sur une profondeur de 85 pieds, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, portant le numéro civique 250 de la rue Sanguinet, en la cité de Montréal, le tout tel que la dite propriété se trouve actuellement, avec tous ses droits, dépendances et appartenances, sans aucune exception ou réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, le 10 août 1926.
[Première publication, 14 août 1926]
3865—33-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } H. A. BELL, plaintiff;
No. 747. } vs J. A. FECTEAU
ET AL, defendants.

As belonging to J. A. Fecteau, one of the defendants:

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on First Avenue, known and designated under number one thousand five hundred and ninety six of the official subdivision of primitive lot number one hundred and seventy two (172-1596), on the official plan and book of reference of the cadastre of the village of Côte de la Visitation—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, August 10th, 1926. 3860—33-2
[First publication, August 14th, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF LACHI-
No. 8829. } NE, plaintiff; vs
JOSEPH LARCHEVEQUE, defendant.

The lots of land Nos. 2 and 3 of the official subdivision of lot No. 56 of the subdivision of lot No. 181, on the plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques Cartier, fronting on Notre Dame Street, in the city of Lachine—without building (181-56-2 and 3).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, at NOON.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, August 10th, 1926. 3862—33-2
[First publication, 14th August, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ABRAHAM M. VINE-
No. 3912. } BERG, plaintiff; vs
DAME MATHILDA PEARSON, wife separate
as to property of Michael J. Frawley and by her
said husband duly authorized for the purpose of
these presents, defendant.

An emplacement fronting on Sanguinet Street, in the city of Montreal, known and designated as lot No. 684, on the official plan and book of reference of the Saint Louis ward of the city of Montreal, containing a width of 47 feet by a depth of 85 feet, more or less, without any guarantee as to precise measurement—together with all buildings thereon erected, bearing the civic number 250 Sanguinet Street, in the city of Montreal, the whole as the property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, August 10, 1926.
[First publication, August 14, 1926]
3866—33-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH A. JACQUES,
No 5493. } gentilhomme, autre-
fois de Worcester, dans l'état de Massachusetts,
l'un des Etats-Unis d'Amérique, et maintenant
de la ville de Paris, France, demandeur; vs L. H.
ARCHAMBAULT, de la cité d'Outremont,
district de Montréal, défendeur.

Un emplacement sis et situé en la cité de
Montréal, district de Montréal, ayant front sur la
rue Addington, en ladite cité, connu et désigné
comme étant le lot de re-subdivision numéro un
de la subdivision officielle du lot numéro deux
cent quatre-vingt-dix, du lot originaire numéro
cent soixante-dix-neuf (179-290-1), des plan et
livre de renvoi officiels de la municipalité de la
paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus éri-
gées.

Avis est par le présent donné que la vente de
l'immeuble ci-dessus qui a eu lieu à mon bureau,
en la cité de Montréal, le vingt-cinquième jour de
juin dernier, aura lieu de nouveau, au même
endroit, le VINGT-TROISIEME jour de SEP-
TEMBRE prochain, à MIDI. A la folle enchère
de Josephat Blondin, suivant jugement de l'Hon.
Juge Walsh, daté le 9ième jour d'août 1926.

Un dépôt de \$950.00 sera exigé de tout offrant
ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou
enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Co-
derre, daté le 11 mai 1926.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 24 août 1926. 4041
[Première publication, 28 août 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH A. JACQUES,
No. 5493. } gentleman, formerly of
Worcester, in the State of Massachusetts, one of
the United States of America, and now of the
city of Paris, France, plaintiff; vs L. H. AR-
CHAMBAULT, of the city of Outremont, dis-
trict of Montreal, defendant.

An emplacement being and situate in the city
of Montreal, district of Montreal, fronting
Addington street, in the said City, known and
designated as being the re-subdivision lot number
one of the official subdivision of lot number two
hundred and ninety of primitive lot number one
hundred and seventy nine (179-290-1) on the
official plan and book of reference of the muni-
cipality of the parish of Montreal—with buildings
thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the
hereabove immovable which took place at my
office, in the city of Montreal, the twenty fifth
day of June last, will be held again at the same
place, the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER
next, at NOON. At the false bidding of
Josephat Blondin, according to judgment of the
Honorable Judge Walsh, dated the ninth day of
August, 1926.

A deposit of \$950.00 shall be exacted from each
and every bidder, before receiving his offer or bid,
according to judgment of the Honorable Judge
Coderre, dated the 11th May, 1926.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, August 24, 1926. 4042
[First publication, August 28, 1926]

PONTIAC

Cour de Circuit.—District de Pontiac.

Province de Québec, } HENRI GAUTHIER,
District de Pontiac, } demandeur; vs
No 1404. } ADELARD JULIEN,
défendeur.

Le lot de terre connu et désigné au plan pri-
mitif du cadastre du canton Latulipe, comme
étant le numéro vingt-neuf, dans le rang cinq,
canton Latulipe, (lot 29, rang V, Latulipe), dans
le comté de Témiscamingue, contenant, le dit lot,
100 acres, plus ou moins, en superficie—avec
appartenances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement
du comté de Témiscamingue, dans le village de
Ville-Marie, Qué., le CINQUIEME jour d'OC-
TOBRE 1926, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Bryson, Qué., le 28 août 1926.
[Première publication, 4 septembre 1926]
4095—36-2

Circuit Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec, } HENRI GAUTHIER,
District of Pontiac, } Plaintiff; vs ADE-
No. 1404. } LARD JULIEN, De-
fendant.

The lot of land known and designated on the
original cadastral plan of the township of Latu-
lipe, as being the number twenty nine, in the
fifth range, township of Latulipe, (Lot 29, range
V, Latulipe), in the county of Temiskaming,
containing, the said lot, 100 acres in superficies,
more or less—with appurtenances and depen-
dencies.

To be sold at the registrar's office for the county
of Temiskaming, in the village of Ville Marie, Que.
on the FIFTH day of OCTOBER 1926, at
THREE o'clock in the afternoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., August 28th, 1926.
[First publication, September 4, 1926]
4096—36-2

Cour Supérieure.—District de Pontiac.

Province de Québec, } ACHILLE VER-
District de Pontiac, } HELST, deman-
No 2841. } deur; vs ARTHUR
HEROUX, défendeur.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiels du cadastre du canton
Laverlochère, comme étant le lot numéro neuf B,
rang un, Laverlochère (Lot 9 B, rang 1, Laverlo-
chère), dans le comté de Témiscamingue, conte-

Superior Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec, } ACHILLE VER-
District of Pontiac, } HELST, Plaintiff;
No. 2841. } vs ARTHUR HEROUX,
defendant.

The lot of land known and designated on the
official cadastral plan and book of reference of
the township of Laverlochère, as being the lot
number nine B, first range, Laverlochère (Lot
9 B, range 1, Laverlochère), in the county of Te-

nant, le dit lot, 78 acres en superficie—avec appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Placide-de-Béarn, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. BERNARD-J. SLOAN.
Bryson, Qué., le 28 août 1926.
[Première publication, 4 septembre 1926]
4097—36-2

miskaming, containing, the said lot, 78 acres en superficies—with appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Placide de Bearn, on the FIFTH day of OCTOBER, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's office. Sheriff.
Bryson, Que., August 28th, 1926.
[First publication, September 4, 1926]
4098—36-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **MOTORS, LIMITED,**
No 1227. } corps politique et incorpore
corporé ayant bureau chef et principale place d'affaires en la cité de Québec; contre FERDINAND GERMAIN, de Portneuf, à savoir:

Partie du lot No 82 (quatre-vingt-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf, comté de Portneuf, étant un emplacement situé au village de Portneuf, mesurant du côté nord 48 pieds, du côté nord-est 53 pieds, du côté sud 62 pieds et du côté sud-ouest 77 pieds, mesure anglaise; bornée au nord au chemin du Roi, au sud à la route du quai, au nord-est à Mde Joseph Descarreaux et au sud-ouest à Eugène Germain—avec la boutique et étable dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Portneuf, comté de Portneuf, le HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 1er septembre 1926.
[Première publication, 4 septembre 1926]
[Deuxième publication, 18 septembre 1926].
4121—36-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **ELZEAR VERREAULT,**
No 3807. } marchand de pierre, de Québec; contre EVA DUMAINE, de Québec, épouse séparée de biens de Oscar Dumaine, de Québec, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Oscar Dumaine, Enrg.", et ledit OSCAR DUMAINE, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, et J.-A. GAUDY, de Québec, et C.-E. COTE et AURELE LECLERC, tous deux de Québec, en leur qualité de registrateurs-conjoints de la division d'enregistrement du district de Québec.

La subdivision 218 (deux cent dix-huit) du lot originaire 584 (cinq cent quatre-vingt-quatre) du cadastre officiel de Saint-Roch-nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 1er septembre 1926. 4123—36-2
[Première publication, 4 septembre 1926]
[Deuxième publication, 18 septembre 1926]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **MOTORS, LIMITED,** a
No. 1227. } body politic and corporate having its principal place of business and head office in the city of Québec; against FERDINAND GERMAIN, of Portneuf, to wit:

Part of lot No. 82 (eighty two) of the official cadastre for the parish of Notre Dame de Portneuf, county of Portneuf, being an emplacement situate in the village of Portneuf, measuring on the north side 48 feet, on the northeast side 53 feet, on the south side 62 feet and on the southwest side 77 feet, English measure; bounded to the north by the King's Highway, to the south by the road of the wharf, to the northeast by Dame Joseph Descarreaux and to the southwest by Eugène Germain—with the shop and stable thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Notre Dame de Portneuf, county of Portneuf, the EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Québec, September 1st, 1926.
[First publication, September 4, 1926]
[Second publication, September 18, 1926]
4122—36-2

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **ELZEAR VERREAULT,**
No. 3807. } stone merchant, of Québec; against EVA DUMAINE, of Québec, wife separate as to property of Oscar Dumaine, of Québec, and there carrying on business under the firm name and style of "Oscar Dumaine, Enrg.", and the said OSCAR DUMAINE, to authorize and assist his wife for the purposes thereof, and J. A. GAUDY, of Québec, and C. E. COTE and AURELE LECLERC, both of Québec, in their quality of joint registrars of the Registration Division of the district of Québec.

Subdivision 218 (two hundred and eighteen) of the original lot 584 (five hundred and eighty four) of the official cadastre of Saint Roch north, now Limoilou ward, of the city of Québec—with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, the EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Québec, September 1st, 1926. 4124—36-2
[First publication, 4th September, 1926]
[Second publication, 18th September, 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **D**ELLE CEDULIE LA-
No 929. } JEUNESSE, fille ma-
jeure, de la cité de Québec; contre HONORE
MAINGUY, menuisier, de la paroisse de Sainte-
Foye, à savoir:

Partie du lot No 177 (cent soixante-dix-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, étant un emplacement de forme irrégulière situé en la dite paroisse de Sainte-Foye; contenant en front, au nord, cinquante pieds, sur une profondeur de cent trente-huit pieds, au bout de laquelle profondeur le dit emplacement mesure soixante pieds de largeur, mesure anglaise; borné au nord au chemin public, à l'est et au sud à Georges Berthiaume et à l'ouest à Honoré Robitaille—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Vente à la porte de l'église de Sainte-Foye, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, 18 août 1926. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, le 21 août 1926]
[Deuxième publication, le 4 septembre 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **M**ISS CEDULIE LAJEU-
No. 929. } NESSE, spinster, of the
city of Quebec; against HONORE MAINGUY,
joiner, of the parish of Sainte Foye, to wit:

Part of lot No 177 (one hundred and seventy seven) of the official cadastre for the parish of Sainte Foye, county of Quebec, being an emplacement of irregular outline situate in the said parish of Sainte Foye; containing in front, to the north, fifty feet by a depth of one hundred and thirty eight feet, at the end of which depth the said emplacement measures sixty feet in width, English measure; bounded to the north by the public road, to the east and to the south by Georges Berthiaume and to the west by Honoré Robitaille—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Sainte Foye, the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, August 18, 1926. Sheriff.
[First publication, August 21, 1926]
[Second publication, September 4, 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **J**OSEPH HONORE MAY-
No 2171. } RAND, bourgeois, des
cité et district de Montréal; contre LIBOIRE
TROTIER, du village de Grondines, dans le
district de Québec, à savoir:

Le lot No 82 (quatre-vingt-deux) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant un terrain situé au premier rang de la paroisse de Saint-Charles-des-Grondines, dans le dit comté de Portneuf, de forme irrégulière, pouvant former quarante et une perches en superficie; borné vers le sud par le terrain d'Eugène Hamelin ou représentants, vers le nord, au bout de la profondeur, à une petite distance au nord du chemin de front du premier rang, joignant au nord-est à Delphis Hamelin et au sud-est à la route qui conduit au quai—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, 18 août 1926. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, le 21 août 1926]
[Deuxième publication, le 4 septembre, 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **J**OSEPH HONORE MAY-
No. 2171. } RAND, gentleman, of the
city and district of Montreal; against LIBOIRE
TROTIER, of the village of Grondines, in the
district of Quebec, to wit:

The lot No. 82 (eighty two) of the official cadastre for the parish of Grondines, county of Portneuf, being a lot of land situate in the first range of the parish of Saint Charles des Grondines, in the said county of Portneuf, of irregular outline, forming about forty one perches in superficies; bounded to the south by the land of Eugène Hamelin or representatives, to the north, at the end of the depth, at a small distance to the north of the front road of the first range, adjoining to the northeast Delphis Hamelin and to the southeast by the road which leads to the wharf—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, August 18, 1926. Sheriff.
[First publication, August 21, 1926]
[Second publication, September 4, 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **A**NTONIO PARADIS,
No 2309. } industriel, ROSE-AN-
NA PARADIS, EMERENTTIENNE PARADIS
et DELPHINE PARADIS, toutes trois filles ma-
jeures usant de leurs droits, et tous de la cité de
Québec; contre TUNNEL LAND COMPANY,
corps politique et incorporé ayant sa principale
place d'affaires en la cité de Québec.

Le lot No. 2364 (deux mille trois cent soixante-quatre) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un terrain situé à la Petite-Rivière—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **A**NTONIO PARADIS,
No. 2309. } manufacturer, ROSE-
ANNA PARADIS, EMERENTTIENNE PAR-
ADIS and DELPHINE PARADIS, all three
spinsters in the full exercise of their rights, and
all of the city of Quebec; against TUNNEL
LAND COMPANY, a body politic and coporate
having its principal place of business in the city
of Quebec.

The lot No. 2364 (two thousand three hundred and sixty four) of the official cadastre for Saint Sauveur ward, of the city of Quebec, being a land situate at Petite Rivière—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,

Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif.
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 18 août 1926.
[Première publication, 21 août 1926]
[Deuxième publication, 4 septembre 1926]
3951—34-2

the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN
Sheriff's office. Sheriff.
Québec, August 18, 1926.
[First publication, August 21, 1926]
[Second publication, September 4, 1926]
3952—34-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } J. -ALFRED POULIOT, no-
No 1478. } taire public, résidant et
(de 1926). } pratiquant dans la cité de
Québec; contre ARTHUR ROUSSIN, charretier, demeurant au No. 168, rue Victoria, Saint-Sauveur, Québec.

Le lot No 1 de A (un de A) des subdivisions du lot A du cadastre officiel pour le quartier Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Victoria—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif.
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 18 août 1926.
[Première publication, 21 août 1926]
[Deuxième publication, 4 septembre 1926]
3953—34-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } J. ALFRED POULIOT, no-
No. 1487. } tary public, residing and
(of 1926) } practising in the city of
Quebec; against ARTHUR ROUSSIN, carter, residing at No. 168 Victoria Street, Saint-Sauveur, Quebec.

The lot No. 1 of A (one of A) of the subdivisions of lot A of the official cadastre for Saint-Sauveur ward, of the city of Quebec, being a land situate on Victoria Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Québec, August 18, 1926.
[First publication, August 21, 1926]
[Second publication, September 4, 1926]
3954—34-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME ANNA
District de Roberval. } DUMAIS, de
No 5209. } la ville de Roberval,
veuve de feu Ladislas Eucher Otis, en son vivant marchand, du même lieu, demanderesse; vs JOSEPH BELANGER, cultivateur, de Saint-Prime, défendeur, à savoir:

A. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro neuf (No 9), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Ouïatchouan—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances;

B. La demie nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix (½ N.-O. No 10), étant actuellement désigné comme le numéro dix-un (10-1), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Ouïatchouan—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prime, MERCREDI, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.
Roberval, 10 août 1926. 3877—33-2
[Première publication, 14 août 1926]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME ANNA
District of Roberval. } DUMAIS, of the
No. 5209. } town of Roberval, widow of the late Ladislas Eucher Otis, in his lifetime, merchant, of the same place. Plaintiff; vs JOSEPH BELANGER, farmer, of Saint-Prime, Defendant, to wit:

A. The lot of land now known and designated under number nine (No. 9), on the official plan and book of reference of the cadastre for the second range of the township Ouïatchouan—with together the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

B. The northwest half of the lot of land known and designated under number ten (½ N.-W. No. 10), being actually designated as number ten-one (10-1), on the official plan and book of reference of the cadastre for the second range of the township Ouïatchouan—with together the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Prime, WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office. Sheriff.
Roberval, August 10, 1926. 3878—33-2
[First publication, August 14, 1926]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir:) CANADIAN PACKING
No 4232.) COMPANY, LIMITED,
ED, corporation politique et incorporée, ayant
son principal siège d'affaires dans la cité de
Montréal et un siège d'affaires dans la cité de
Québec, demanderesse; contre EDGAR GIRARD
de Saint-Siméon, comté de Charlevoix, défendeur.

Un terrain situé à Saint-Siméon, rang du
Port-au-Percil, mesurant environ un arpent de
largeur, à partir du lot No 67 du cadastre de
Saint-Siméon, courant dans une direction sud-
ouest, par la profondeur qu'il peut avoir à partir
du chemin public du dit rang à aller jusqu'au
rang Sainte-Anne; borné en front, vers le sud-est,
au chemin public, en arrière, à la profondeur,
au nord-ouest au rang Sainte-Anne, tenant d'un
coté, au nord-est, partie à Charles Marier et au
terrain restant à Ulysse Tremblay et al, le dit
terrain faisant partie du lot No 66 du dit cadastre—avec hôtel et autres bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-
Siméon, le SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain
1926, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ELIE MALTAIS,
La Malbaie, 25 août 1926. 4079—36-2
[Première publication, le 4 septembre 1926]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit:) CANADIAN PACKING
No. 4232.) COMPANY, LIMITED,
ED, a body politic and corporate having its
head-office in the city of Montreal, and a place
of business in the city of Quebec, plaintiff;
against EDGAR GIRARD, of Saint Siméon,
county of Charlevoix, defendant.

A lot of land situate at Saint Siméon, range
of Port au Percil, measuring about one ar-
pent in width measured from lot No. 67 of the ca-
dastre of Saint Siméon, in a southwesterly
direction, by the depth there may be measured
from the public road of said Range to the Range
of Sainte Anne; bounded in front towards
the southeast by the public road, in rear and
in depth to the northwest by the Range of Sainte
Anne, on one side to the northeast partly by
Charles Marier, and by the land remaining the
property of Ulysse Tremblay et al, the said lot
of land forming part of lot No. 66 of said ca-
dastre—with the hotel and other buildings
thereon.

To be sold at the door of the church of Saint
Siméon, the SIXTH day of OCTOBER next,
1926, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office, Sheriff.
La Malbaie, August 25, 1926. 4080—36-2
[First publication, September 4, 1926]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 850.) MATHIAS LABBE, journal-
lier, de East-Broughton,
demandeur; contre JOSEPH CLOUTIER, ADE-
LARD CLOUTIER, et AUGUSTINE DU-
CHARME CLOUTIER, tous trois de La Patrie,
district de Saint-François, défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs:

Le lot numéro deux cent quarante-deux (242),
sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de
renvoi pour le canton de Ditton—avec les bâ-
tisses et les dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Pierre-de-Ditton (La Patrie),
dans le comté de Compton, JEUDI, le SEIZIE-
ME jour de SEPTEMBRE (1926), à DEUX heu-
res de l'après-midi. (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN,
Sherbrooke, 11 août, 1926.
[Première publication, 14 août 1926]
3879—33-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 850.) MATHIAS LABBE, laborer,
of East Broughton, plain-
tiff; against JOSEPH CLOUTIER, ADELARD
CLOUTIER, and AUGUSTINE DUCHARME
CLOUTIER, all three of La Patrie, district of
Saint Francis, defendants.

Seized as belonging to the said defendants:

The lot number two hundred and forty two
(242), on the official plan of the cadastre and in
the book of reference for the township of Ditton—
with the buildings and the dependencies thereon
erected.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Pierre de Ditton (La Patrie), in the county
of Compton, on THURSDAY, the SIXTEENTH
day of SEPTEMBER, 1926, at TWO o'clock in
the afternoon (standard time).

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 11th August, 1926.
[First publication, August 14, 1926]
3880—33-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société
coopérative agricole a été constituée dans le
comté de Gaspé, sous le nom de "Société Coopéra-

Notice is hereby given that a co-operative
agricultural association has been incorporated
in the county of Gaspé, under the name of "So-

tive Agricole de la Beurrerie de Grande-Rivière", avec son principal siège d'affaires à Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.
Québec, le 1er septembre 1926. 4125

ciété Coopérative Agricole de la Beurrerie de Grande-Rivière", with its principal place of business at Grande Rivière, in the county of Gaspé.

The Minister of Agriculture authorizes the formation of the said society.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.
Quebec, September 1st, 1926. 6126

Action en séparation de biens

Cour Supérieure, district de Montréal, No 6374. De. Henriette-Hubertine Farnesyn, dument autorisée, épouse de Joseph-Jacques-Jules Sauveur, des cité et district de Montréal, demanderesse; contre ledit Sauveur, forgeron, de la même place, défendeur, a, ce 1er jour de septembre 1926, institué une action en séparation de biens contre son époux.

L'avocat de la demanderesse,
WILFRID BESSETTE. 4127-36-4

Action for separation as to property

Superior Court, district of Montreal, No. 6374. De. Henriette Hubertine Farnesyn, duly authorized, wife of Joseph Jacques Jules Sauveur, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Sauveur, blacksmith, of the same place, defendant, has, this 1st day of September 1926, instituted an action in separation as to property against her husband.

WILFRID BESSETTE,
Attorney for plaintiff. 4128-36-4

Avis divers

Province de Québec.

VILLE DE COATICOOK

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Ville de Coaticook, de la ville de Coaticook, dans le comté de Stanstead, se propose de demander l'autorisation de faire construire un barrage et une usine hydro-électrique sur le cours d'eau qui longe les lots numéros 753, 754, 755, 756, 757, 758, 760, 761, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1570, 1574, 1575, 1576 du cadastre de la ville de Coaticook.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le roulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Coaticook, à Coaticook.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Le maire,
ALFRED ROUSSEAU.
Le secrétaire-trésorier,
ARTHUR BOUCHARD.

Certifié vraie copie.

Le secrétaire-trésorier,
ARTHUR BOUCHARD. 4129-36-5

Bureau-chef

Avis est donné que "La Vogue du Saguenay, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies en date du deux juillet, 1926, a établi son bureau principal à Port-Alfred, P. Q.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec.

TOWN OF COATICOOK.

Public notice is hereby given, in accordance with article 7, section II, chapter 46, R. S. P. Q. 1925, that the Town of Coaticook, of the Town of Coaticook, in the county of Stanstead, intends to apply for authorization to have constructed a dam and hydro-electric plant on the water-course which runs along lots numbers 753, 754, 755, 756, 757, 758, 760, 761, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1570, 1574, 1575, 1576 of the cadastral plan of the Town of Coaticook.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Coaticook.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

ALFRED ROUSSEAU,
Mayor.
ARTHUR BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

Certified a true copy.

ARTHUR BOUCHARD,
Secretary-Treasurer. 4130-36-5

Chief Office

Notice is hereby given that "La Vogue du Saguenay, Ltée", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act, on the second day of July, 1926, have established its head office at Port-Alfred, P. Q.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Le secrétaire-trésorier,
J.-ANDRE OUELLET.
Port-Alfred, 25 août 1926. 4141

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

J. ANDRE OUELLET,
Secretary-Treasurer.
Port-Alfred, this 25th August, 1926. 4142

Ratification de titre

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 205.

Sous la loi de liquidation

Dans l'affaire de Mac-Tag Rubber Company, Limited, en liquidation.

¶ Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains de Georges Duclos, comptable, 30 rue Saint-Jacques, Montréal, en sa qualité de liquidateur aux biens de "Mac-Tag Rubber Company, Limited", un certificat du registraire et une copie de vente passée devant René Leroux, N. P., le 7ième jour d'août, 1926, sous le numéro 14,122 de ses minutes, soit:

Vente par le dit Georges Duclos, ès-qualité, à Monsieur Edouard-Wilfrid Caron, marchand, demeurant en la cité de Montréal, No 1100 rue Champlain, de l'immeuble suivant:

Un emplacement ayant front sur la rue Salaberry, dans la cité de Valleyfield, dite province de Québec, composé des lots Nos A-deux, A-trois, A-quatre, A-cinq, A-six, A-sept, A-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-trois (23-A-2, A-3, A-4, A-5, A-6, A-7 et A-8), aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield—avec bâtisses dessus érigées, y compris le monte-charge, la bouilloire et les tuyaux déjà installés dans la dite manufacture; toutes les autres machineries ne faisant pas partie de la dite vente.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec tous les droits actifs et passifs qui peuvent y être inhérents.

Le dit immeuble a été en la possession, à titre de propriétaire, de la dite "Mac-Tag Rubber Company, Limited", depuis le 2 octobre 1924, et antérieurement de la "National Iron & Steel, Limited" qui l'avait acquis de la Banque Nationale, le 13 juin, 1922, dont copie est enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Beauharnois, sous le numéro 49,949.

Tout créancier de la dite compagnie en liquidation et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble ci-dessus vendu, ont le droit d'offrir une ou des surenchères sur le prix d'achat porté dans le susdit acte de vente; le tout conformément au chapitre 277, article 9 et suivants des Statuts Refondus de Québec, 1925.

Le liquidateur,
GEORGES DUCLOS,
Le procureur du liquidateur,
J.-ARMAND HOULE.

30 rue Saint-Jacques, Montréal. 4131-36-2

Confirmation of title

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 205.

Under the Winding Up Act.

In the matter of Mac-Tag Rubber Company, Limited, in liquidation.

Notice is hereby given that there has been lodged with Georges Duclos, accountant, 30 Saint James Street, Montreal, in his quality of Liquidator to the estate of the "Mac-Tag Rubber Company, Limited", a certificate of the registrar and a copy of deed of sale passed before René Leroux, N. P., on the 7th day of August 1926, under number 14, 122 of his minutes, namely:

Sale by the said Georges Duclos, es-quality, to Mr. Edouard Wilfrid Caron, residing in the city of Montreal, No. 1100 Champlain Street, of the following immovable:

An emplacement fronting on Salaberry Street, in the city of Valleyfield, composed of lots A-two, A-three, A-four, A-five, A-six, A-seven and A-eight of the subdivision of official lot number twenty three (23-A-2, A-3, A-4, A-5, A-6, A-7 and A-8), on the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield—with the buildings thereon erected, and also the over head travelling, the boiler and pipes already installed in the said manufacture, but exclusive of all other machineries.

As the whole now subsists, with all rights, members and appurtenances.

The said immovable was in the possession, as owners, of the said "Mac-Tag Rubber Company, Limited" since the 2nd of October 1924, and previously of the "National Iron & Steel, Limited", who had acquired same from the "Banque Nationale", on the 13th day of June 1922, as per deed registered at the registration office of the county of Beauharnois, under number 49,949.

Any creditor of the said company in liquidation and any person having hypothecary or real rights upon the immovable sold, have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the aforesaid deed of sale; the whole pursuant to chapter 277, paragraph 9 and the following, of the Revised Statutes of Quebec, 1925.

GEORGES DUCLOS,
Liquidator.
J. ARMAND HOULE,
Attorney for liquidator.

30 Saint James Street, Montreal. 4132-36-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 36

Index of the Quebec Official Gazette, No. 36

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame David vs Bergeron.....	2798
“ Delisle vs Dubois.....	2797
“ Farnesyn vs Sauveur.....	2822
“ Lachance vs Deblois.....	2797
“ Lefebvre vs Dolbec.....	2797
“ Salvail vs Fournier.....	2797
“ Silverman vs Malitz.....	2797
“ Valiquette vs Larose.....	2798

ANNONCEURS:—Avis aux.....	2777
---------------------------	------

ASSURANCES:—

La Nationale, cie d'ass. contre le feu....	2792
--	------

AVIS DIVERS:—

Duke-Price Power Co., Ltd.....	2798
Institut des Frères de N.-D.-des-Champs	2799
Lake St. John Light & Power Co.....	2799
Ville de Coaticook (barrage).....	2822

BUREAU-CHEF:—

La Vogue du Saguenay, Ltée.....	2822
---------------------------------	------

CHARTRE—ABANDON DE:—

Murray's Lunch, Limited.....	2800
Robertson, Kennedy, Limited.....	2800

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Felt & Tarrant, Ltd.....	2800
--------------------------	------

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

Canton de Dorion.....	2796
-----------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Low.....	2796
-----------------------------------	------

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Examen des mesureurs de bois.....	2796
-----------------------------------	------

LETTRES PATENTES:—

Albert Houle, limitée.....	2778
Alcalinol, Incorporée.....	2778
Anticosti Shipping Company.....	2779
Chats Falls Power Company.....	2780
Harvard Avenue Garage, Limited.....	2785
J. P. Keenan & Co., Ltd.....	2788
Kays Brand, Limited.....	2789
St. John River Fishing Club, Inc.....	2790
The Canadian Optical Service Co., Ltd..	2792

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Canada Finance Corporation, Ltd.....	2794
--------------------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de la Beur- rierie de Grande-Rivière.....	2821
---	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY—

Dame David vs Bergeron.....	2798
“ Delisle vs Dubois.....	2797
“ Farnesyn vs Sauveur.....	2822
“ Lachance vs Deblois.....	2797
“ Lefebvre vs Dolbec.....	2797
“ Salvail vs Fournier.....	2797
“ Silverman vs Malitz.....	2797
“ Valiquette vs Larose.....	2798

ADVERTISERS:—Notice to.....	2777
-----------------------------	------

INSURANCES:—

The National, Fire Ins. Co.....	2795
---------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Duke-Price Power Co., Ltd.....	2798
Institut des Frères de N.-D.-des-Champs	2799
Lake St. John Light & Power Co.....	2799
Town of Coaticook (dam).....	2822

CHIEF-OFFICE:—

La Vogue du Saguenay, Ltée.....	2822
---------------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF:—

Murray's Lunch, Limited.....	2800
Robertson, Kennedy, Limited.....	2800

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

Felt & Tarrant, Ltd.....	2800
--------------------------	------

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

Township of Dorion.....	2796
-------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School Municipality of Low.....	2796
---------------------------------	------

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Examination of log measurers and cullers.	2796
---	------

LETTERS PATENT:—

Albert Houle, limitée.....	2778
Alcalinol, Incorporée.....	2778
Anticosti Shipping Company.....	2779
Chats Falls Power Company.....	2780
Harvard Avenue Garage, Limited.....	2785
J. P. Keenan & Co., Ltd.....	2788
Kays Brand, Limited.....	2789
St. John River Fishing Club, Inc.....	2790
The Canadian Optical Service Co., Ltd..	2792

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Canada Finance Corporation, Ltd.....	2794
--------------------------------------	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de la Beur- rierie de Grande-Rivière.....	2821
---	------

MINUTES DE NOTAIRE:—

L'Heureux, Adélaré.....	2800
Perreault, Jean-Baptiste.....	2801

RATIFICATION DE TITRE:—

Mac-Tag Rubber Co., Ltd.....	2823
------------------------------	------

SOUMISSIONS:—

Cité de Thetford-Mines.....	2803
Municipalité scolaire de Bagotville.....	2803
Village de l'Abord-à-Plouffe.....	2802
Ville de Drummondville.....	2801
Ville de Farnham.....	2802

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Phénix, Geo.-A.....	2805
Roy, F.-X.....	2804

VENTE PAR LICITATION:—

Succession Lachaine.....	2807
--------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Beaudoin vs Fortier.....	2808
Buteau <i>et al</i> vs Alluisi.....	2808
Cauchon vs Noël.....	2808

BEDFORD:—

Ashton vs Sansregret.....	2810
Boright <i>et al</i> vs Royea alias Ray.....	2810
Hulburd vs Trites.....	2809
Langevin vs Dupré.....	2809

CHICOUTIMI:—

Levesque vs Perron <i>et al</i>	2811
---------------------------------------	------

HULL:—

Roy vs Britt.....	2811
-------------------	------

IBERVILLE:—

Ethier vs Jolicœur.....	2812
Hamel vs Joubert.....	2812

MONTMAGNY:—

Corporation du canton Arago vs Lecours.....	2812
---	------

MONTRÉAL:—

Bell vs Fecteau <i>et al</i>	2816
Cité de Lachine vs Archevêque.....	2816
Guérin <i>et al</i> vs Favreau.....	2813
Jacques vs Archambault.....	2817
La Banque Canadienne de Commerce vs Gourley.....	2814
Simon <i>et vir</i> vs Kupchik.....	2814
The Montreal Loan & Mortgage Co. vs Harper <i>et al</i>	2815
Vineberg vs Pearson <i>et vir</i>	2816

PONTIAC:—

Gauthier vs Julien.....	2817
Verhelst vs Héroux.....	2817

NOTARIAL MINUTES:—

L'Heureux, Adélaré.....	2800
Perreault, Jean-Baptiste.....	2801

CONFIRMATION OF TITLE:—

Mac-Tag Rubber Co., Ltd.....	2823
------------------------------	------

TENDERS:—

City of Thetford Mines.....	2803
School municipality of Bagotville.....	2803
Village of l'Abord-à-Plouffe.....	2802
Town of Drummondville.....	2801
Town of Farnham.....	2802

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Phénix, Geo.-A.....	2805
Roy, F.-X.....	2804

SALE BY LICITATION:—

Estate Lachaine.....	2807
----------------------	------

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—

Beaudoin vs Fortier.....	2808
Buteau <i>et al</i> vs Alluisi.....	2808
Cauchon vs Noël.....	2808

BEDFORD:—

Ashton vs Sansregret.....	2810
Boright <i>et al</i> vs Royea alias Ray.....	2810
Hulburd vs Trites.....	2809
Langevin vs Dupré.....	2809

CHICOUTIMI:—

Levesque vs Perron <i>et al</i>	2811
---------------------------------------	------

HULL:—

Roy vs Britt.....	2811
-------------------	------

IBERVILLE:—

Ethier vs Jolicœur.....	2812
Hamel vs Joubert.....	2812

MONTMAGNY:—

Corporation of the township Arago vs Lecours.....	2812
---	------

MONTREAL:—

Bell vs Fecteau <i>et al</i>	2816
City of Lachine vs Archevêque.....	2816
Guérin <i>et al</i> vs Favreau.....	2813
Jacques vs Archambault.....	2817
Canadian Bank of Commerce vs Gourley.....	2814
Simon <i>et vir</i> vs Kupchik.....	2814
The Montreal Loan & Mortgage Co. vs Harper <i>et al</i>	2815
Vineberg vs Pearson <i>et vir</i>	2816

PONTIAC:—

Gauthier vs Julien.....	2817
Verhelst vs Héroux.....	2817

QUÉBEC:—

Lajeunesse vs Mainguy.....	2819
Mayrand vs Trottier.....	2819
Motors, Limited vs Germain.....	2818
Paradis <i>et al</i> vs Tunnel Land Co.....	2819
Pouliot vs Roussin.....	2820
Verreault vs Dumaine <i>et al</i>	2818

ROBERVAL:—

Dumais vs Bélanger.....	2820
-------------------------	------

SAGUENAY:—

Canadian Packing Co., Ltd vs Girard... ..	2821
---	------

SAINT-FRANÇOIS:—

Labbé vs Cloutier <i>et al</i>	2821
--------------------------------------	------

QUEBEC:—

Lajeunesse vs Mainguy.....	2819
Mayrand vs Trottier.....	2819
Motors, Limited vs Germain.....	2818
Paradis <i>et al</i> vs Tunnel Land Co.....	2819
Pouliot vs Roussin.....	2820
Verreault vs Dumaine <i>et al</i>	2818

ROBERVAL:—

Dumais vs Bélanger.....	2820
-------------------------	------

SAGUENAY:—

Canadian Packing Co., Ltd vs Girard... ..	2821
---	------

SAINT FRANCIS:—

Labbé vs Cloutier <i>et al</i>	2821
--------------------------------------	------